



CENTRE D'ÉTUDES
JACQUES GEORGIN

Etude n°1 -2022

Évolution de la classe moyenne en Région bruxelloise

**Comparaisons avec les provinces périphériques, les autres régions, la
Belgique et les principaux pays de l'Union Européenne**

Hervé Devillé
Analyste expert

Janvier 2022

TABLE DES MATIÈRES

Évolution de la classe moyenne en Région bruxelloise

Comparaisons avec les provinces périphériques, les autres régions, la Belgique et les principaux pays de l'Union Européenne

1. Introduction	1
2 Définition de la classe moyenne	3
2.1 Approches généralement considérées	3
2.2 Choix de l'approche retenue	4
2.3 Données utilisées	5
3. Analyse conceptuelle des facteurs influençant la classe moyenne	5
3.1 Fonctions de la classe moyenne	6
3.2 Facteurs influençant la taille de la classe moyenne	7
4. Approche nationale de la classe moyenne	8
4.1 Approche inter-temporelle	8
4.2 Approche spatiale	10
5. Approche Régionale de la classe moyenne	11
5.1 Analyse de la classe moyenne dans la Région de Bruxelles-Capitale	12
5.2 Comparaison interrégionales	14
6. Analyse des Causes de l'évolution de la classe moyenne	16
6.1 - Rôle de l'activité économique de la Région bruxelloise	16
6.1.a Le taux de chômage	16
6.1.b L'évolution de la structure économique	17
6.2 - Rôle de la pyramide des âges	18
6.3 - Rôle de la composition des ménages	18
6.4 - Rôle de la politique socio-fiscale	20
6.5 - Rôle des flux migratoires	21
6.5.a Les caractéristiques de revenu des ménages entrants	21
6.5.b Les caractéristiques de revenu des ménages sortants	23
6.6 - Synthèse des causes possibles de la diminution de la classe moyenne	25
7. Mesures d'attraction et de maintien de la classe moyenne bruxelloise	25
7.1 – Les mesures d'attraction	26
7.2 Adéquation des mesures d'attraction avec les caractéristiques de la classe moyenne	26
7.2.a L'adéquation en termes de revenus	26
7.2.b L'adéquation en termes de contenu	26
8. Conclusion et recommandations	27
8.1 Remarques de Conclusions	27
8.2 Recommandations	29
9. Références bibliographiques	30
Liste des tableaux et figures	32

1. Introduction

D'une manière générale, les classes moyennes des pays développés sont en déclin.

Au cours des dernières décennies, les travailleurs à revenu moyen ont vu leur niveau de vie stagner, leur pouvoir d'achat baisser et leurs emplois devenir plus précaire.

Cette érosion menace d'être une source d'instabilité économique et politique dans les prochaines années et ce phénomène touche un grand nombre de pays de l'OCDE et particulièrement les États-Unis et la plupart des pays européens n'échappent pas davantage à une érosion sensible de leur classe moyenne.

La mondialisation et l'automatisation engendrent notamment la suppression de nombreux emplois intermédiaires traditionnellement occupés par cette classe entraînant son écartèlement dont une faible partie est aspirée vers le haut, mais la majorité est aspirée vers le bas.

Cette manifestation étant commune à la plupart des pays européens, l'étude commencera par considérer l'érosion de la classe moyenne en Belgique par rapport celle des principaux pays européens avec qui elle entretient des relations commerciales.

Elle examinera ensuite la contribution des différentes Régions à l'émergence de ce phénomène en Belgique et nous analyserons plus spécifiquement les caractéristiques particulières des Régions ayant conduit à la déchéance de leur classe moyenne et notamment le cas particulier de la Région bruxelloise.

Depuis l'émigration extra-urbaine des ménages à revenus aisés et la baisse des revenus moyens des ménages établis en Région bruxelloise, cette étude analysera ensuite de manière plus spécifique l'évolution de la classe moyenne depuis la création de la Région bruxelloise et sa situation par rapport à celle de son espace métropolitain que sont les provinces du Brabant flamand et du Brabant wallon ainsi que par rapport aux autres Régions et à la Belgique

Parmi les caractéristiques particulières de la Région bruxelloise, il convient de constater que la population de cette Région s'appauvrit plus rapidement que celle des autres régions depuis les dernières décennies.

Le revenu total imposable par habitant était encore supérieur d'environ 3% à la moyenne nationale lors de la création de la Région en 1989 mais s'est rapidement dégradé pour devenir inférieur de 10% à cette moyenne en 2000 et de plus de 20% en 2020.

La classe moyenne semble en conséquence s'éroder plus sensiblement au fil du temps en Région bruxelloise que dans les autres Régions avec un impact appréciable sur la base imposable et les moyens budgétaires de cette Région et des communes qui la composent.

Cette étude induira de définir préalablement la classe moyenne dans ces différentes acceptions (classe moyenne de base ou classe moyenne élargie à sa partie supérieure et inférieure) et d'analyser sur ces représentations l'évolution de la classe moyenne bruxelloise en comparaison avec celle des provinces périphériques et des autres Régions.

Elle essaiera ensuite d'analyser les principaux déterminants de celle-ci afin de pouvoir évaluer les mesures existantes et de cibler les mesures à prendre dans le futur en vue de freiner son érosion, d'assurer son maintien ou de renforcer sa présence dans la capitale car une classe moyenne fermement établie dans la Région offre un certain nombre d'avantages socio-économiques et fiscaux.

La présence d'une classe moyenne solide au sein d'une entité géographique (commune, province, Région ou pays) témoigne en effet d'une faible polarisation des revenus permettant un fonctionnement satisfaisant de l'ascenseur

social et permet également une certaine mixité sociale et fournit un vivier de travailleurs pour les métiers cruciaux pour l'entité considérée.

Une classe moyenne stable conduit en outre le maintien d'une assise fiscale confortable assurant la pérennité des investissements publics et la solidarité avec les populations plus défavorisées.

L'étude vise également à expliquer les raisons de l'exode urbain de la classe moyenne et des revenus supérieurs qui sont des caractéristiques spécifiques à la Région bruxelloise afin d'identifier les manquements qui empêchent la classe moyenne de se maintenir durablement au sein de cette Région.

Cette étude propose enfin des recommandations du CEG de nature à renforcer la classe moyenne en Région Bruxelloise.

Les sections suivantes de cette étude se focaliseront de manière plus détaillée sur:

- les définitions de la classe moyenne et les raisons qui justifient les approches retenues,
- les facteurs influençant la taille de la classe moyenne,
- l'approche nationale de cette classe déclinée de manière spatiale et temporelle et l'approche régionale qui soulignera les caractéristiques particulières de la classe moyenne en Région bruxelloise en comparaison avec celle des autres Régions.
- les facteurs justifiant l'évolution de la classe moyenne bruxelloise
- les mesures d'attraction et de maintien de cette classe au sein de cette Région.

Une dernière section fera l'objet de remarques de conclusions et de recommandations en vue de renforcer la classe moyenne au sein de la Région bruxelloise, car cela participe de la doctrine générale du CEG de renforcer la cohésion sociale.

2 Définition de la classe moyenne

La classe moyenne est un concept largement utilisé dans les médias et dans le monde politique.

La préservation d'une classe moyenne forte représente en effet une expression de la diminution des inégalités, une garantie d'un bon fonctionnement de l'ascenseur social et d'une mixité sociale.

Elle constitue à ce titre un moteur non négligeable de la croissance économique et fournit une réserve de travailleurs pour les principaux métiers opérant dans la Région.

Son maintien assure une meilleure concurrence économique et un plus grand sentiment de bien-être. Elle constitue également une condition d'une assise fiscale permettant le financement des régions urbaines et de la solidarité avec les ménages plus défavorisés.

Il importe en conséquence de préciser le concept de classe moyenne car l'image que chacun s'en fait est relativement subjective et influencée par sa situation personnelle.

2.1 Approches généralement considérées

- *L'approche sociologique* qui se fonde sur des critères professionnels, de valeurs ou de mode de vie.

La profession y est un critère déterminant (cadres, indépendants, enseignants, fonctionnaire, employés de bureau etc.)

D'autres critères sont également considérés tels que :

- L'éducation en qualité d'ascenseur social lié à une aspiration à une meilleure qualité de vie ;
- Le statut de l'emploi (stable ou précaire - privé ou public) ;
- La nationalité, la langue maternelle, le statut matrimonial, la composition du foyer.

La multiplicité de ces critères rend en conséquence cette approche difficile à implémenter.

- **L'approche subjective** qui se fonde sur la perception des individus quant à leur représentation de la classe moyenne et de se situer sur l'échelle sociale. La subjectivité de la perception de la situation de chaque individu sur l'échelle sociale rend cette approche encore plus difficilement implémentable que la précédente.

- **L'approche économique ou monétaire** se base uniquement sur le critère des revenus dont l'unité retenue est généralement le ménage.

Deux optiques permettent de circonscrire la classe moyenne :

- Le revenu médian
- Les revenus situés au cœur de la courbe de distribution des revenus

Selon l'optique du revenu médian, la classe moyenne se définit comme le groupe social dont les revenus s'approchent le plus du revenu médian à l'intérieur d'une fourchette préalablement déterminée (classe médiane). La dimension de cette classe dépendra alors de l'intervalle choisi qui varie selon les différents pays européens considérés rendant les comparaisons malaisées.

On retrouve couramment un intervalle compris entre -75% et +150% du revenu médian afin de tenir compte du fait que le revenu moyen est généralement supérieur au revenu médian en raison du relèvement de la moyenne par les plus hauts revenus.

Cette approche peut être complétée par la prise en compte de la composition du ménage ainsi que du pouvoir d'achat perçu¹.

Une approche plus restrictive est communément observée au niveau des comparaisons internationales et notamment avec les pays de l'OCDE en considérant un intervalle compris entre -60% et +120% du revenu médian car au niveau de ces pays, le revenu moyen est généralement plus proche du revenu médian que pour des entités géographiques plus petites (Régions, provinces ou communes) en raison d'une moindre polarisation des revenus.

Selon l'optique des revenus situés au cœur de la courbe de distribution des revenus, cette option permet de mettre en évidence un groupe social en fonction du nombre et de la localisation des déciles considérés au sein de la courbe des revenus.

La classification européenne généralement retenue (Europe continentale) s'étend entre le premier et le neuvième décile ce qui embrasse 80% de la population bénéficiant essentiellement des revenus du travail à l'exclusion des allocataires sociaux et des revenus patrimoniaux.

La classification anglo-saxonne (middle classes) est quant à elle habituellement plus restrictive et s'étend du troisième au septième décile ce qui embrasse environ 40% de cette population.

2.2 Choix de l'approche retenue

La définition retenue dans la présente étude se fonde sur l'approche économique la plus objective et la plus facilement implémentable de par la considération d'un seul critère (le revenu des ménages).

Comme notre approche considérera plusieurs niveaux d'entités géographiques (Pays, Régions, provinces), seules les déclarations fiscales situées entre 75 % et 150 % du revenu médian belge² seront retenues dans cette approche, ou plus concrètement, une fourchette totale de 18.600 euros de revenus annuels totaux nets imposables répartis de manière asymétrique de part et d'autre du revenu médian (24.800€ - 6.200€ et 24.800 + 12.400€), soit les revenus compris entre 18.600 et 37.200 euros pour l'année 2018.

Cette approche comprend cependant d'importantes limitations dont il convient de tenir compte.

¹ Le pouvoir d'achat perçu est le pouvoir d'achat résiduel après exclusion des dépenses contraintes qui pèsent plus lourdement sur les ménages à une personne.

² Le revenu médian de la Belgique a été choisi plutôt que le revenu médian de la Région bruxelloise car il s'agit d'une petite Région urbaine en regard des deux autres et que le choix de ce dernier introduirait un biais en termes de comparaisons interrégionales.

Certains revenus échappent en effet à l'enregistrement comme ceux des fonctionnaires internationaux, ceux des contribuables non-assujettis, en partie ceux des indépendants en société ainsi que les allocations familiales et sociales.

Les ménages fiscaux ne correspondent en outre pas toujours aux ménages effectifs.

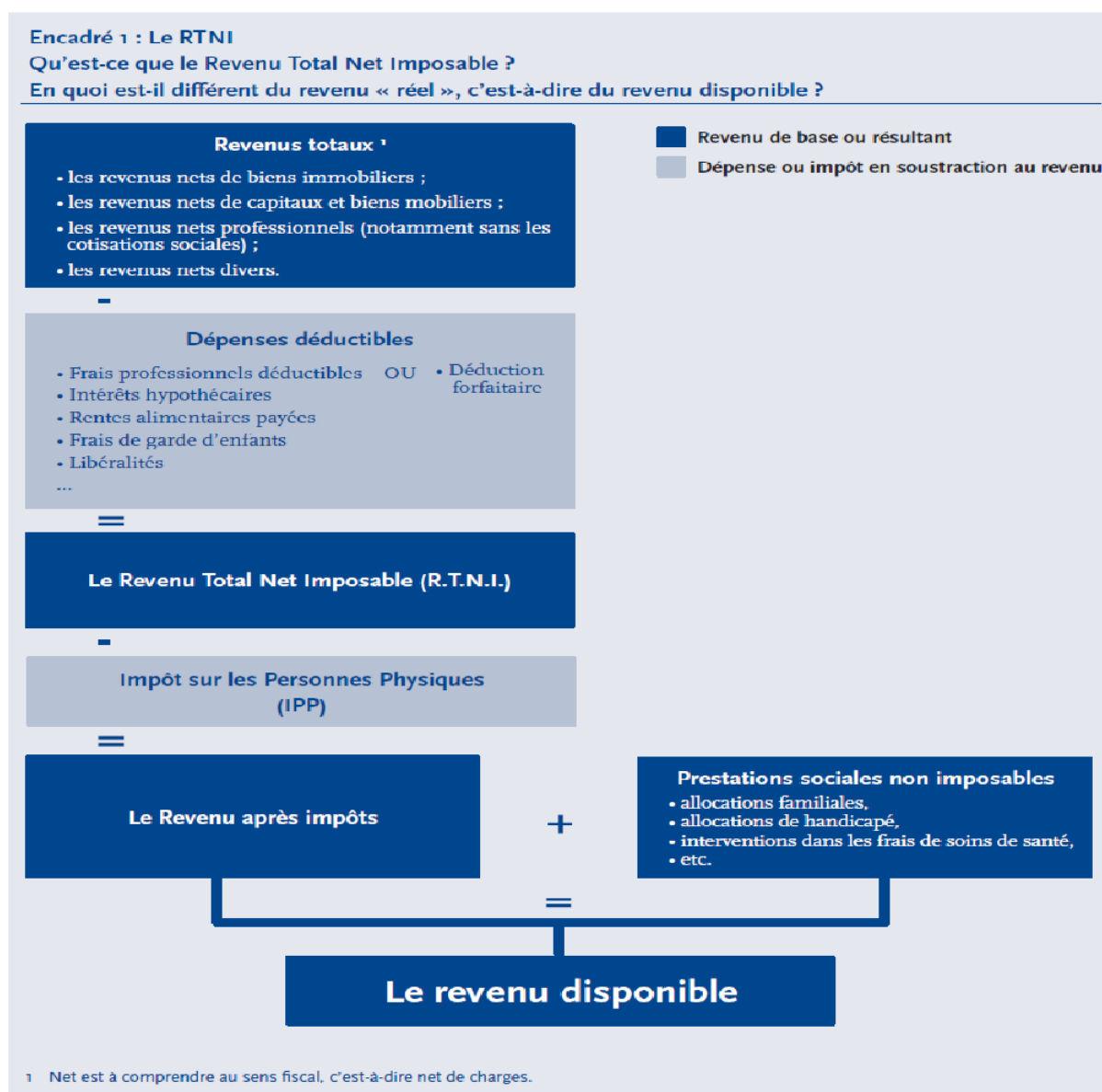
Ces phénomènes qui biaisent sensiblement l'image réelle des revenus sont malheureusement difficilement quantifiables et ne pourront en conséquence pas être pris en compte.

2.3 Données utilisées

Après analyse des différentes sources de données disponibles permettant d'approcher la classe moyenne au niveau de la Belgique et de ses entités fédérées, il apparaît que les revenus fiscaux sont les plus pertinents pour cette étude.

Les données fournies par le SPF Économie (Figure 1) reprennent notamment le revenu total net imposable (RTNI) de chaque déclaration établie dans le système belge

Figure 1 Revenu Total Net Imposable des ménages belges



Source : SPF économie – Statistiques fiscales

L'échantillon est étendu à tous les contribuables à l'impôt des personnes physiques (IPP) et toutes les années sont disponibles.

Le nombre de déclarations et les montants par classe de revenu total net imposable sont en outre divisibles en classes de revenus de 1.000 € (A1), de 2.000 € (A2), et de 5.000 € (A3). La répartition par fractions inter-déciles du revenu total net imposable, de l'impôt et du taux moyen d'imposition (B1) est également disponible, ainsi que les composantes du revenu net globalisé par décile en % du total (B2), le nombre de déclarations et revenu total net imposable par type de déclaration, par décile et par genre (B3), par âge (B4) et par personnes à charge (B5).

3. Analyse conceptuelle des facteurs influençant la classe moyenne

Le recul de la classe moyenne est un phénomène communément observé dans la plupart des pays occidentaux et particulièrement dans les pays de l'Union européenne.

Au niveau européen, la Belgique fait partie d'un groupe de pays (Allemagne, France, Pays-Bas, Suède) pour lesquels la classe moyenne représente une part relativement importante (>30%) de la population.

Comme la France et les Pays-Bas et contrairement à l'Allemagne et la Suède, elle se distingue également par une classe moyenne relativement résiliente dans le courant de la dernière décennie.

La résilience relative des classes moyennes en Belgique durant la crise et plus généralement sur la période 2005-2015 est fondamentalement liée à trois dimensions essentielles :

- une relative stabilité de sa part dans la population totale durant la dernière décennie ;
- une croissance limitée des inégalités en son sein ;
- une lente progression des niveaux de vie.

La classe moyenne belge a cependant été touchée de manière hétérogène par des transformations importantes intervenues dans le marché du travail.

La progression de la part de cadres a été plus marquée pour les classes moyennes aisées que pour les autres groupes qui composent la classe moyenne, ce qui tend à les rapprocher des classes plus aisées.

Par ailleurs, la croissance des diverses formes d'emplois flexibles, du temps partiel (souvent contraint et particulièrement pour les emplois féminins) a été plus forte pour les classes moyennes moins aisées, rapprochant ainsi leurs conditions d'emploi de celles des classes plus pauvres en provoquant de la sorte une réduction de la classe moyenne de base.

3.1 Fonctions de la classe moyenne

Les facteurs qui justifient la préservation de la classe moyenne et son utilité d'un point de vue social sont les suivantes :

- a) Une classe moyenne en croissance est l'expression d'une diminution des inégalités.
- b) Une importante classe moyenne assure une stabilité sociale et politique en atténuant les conflits entre les classes car dans cette situation, les entités politiques ne sont pas dominées par les classes extrêmes de la distribution des revenus; la classe moyenne est en outre nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie car l'instabilité sociale augmente fréquemment de manière sensible avec la polarisation des revenus.
- c) La classe moyenne consomme une grande partie de son revenu et constitue à ce titre le moteur de la demande et partant, de la croissance et du développement économique (avec une consommation essentiellement d'origine nationale).
- d) Une population constituée en majorité de personnes de condition sociale comparable assure un plus grand sentiment de bien-être agrégé.

e) La classe moyenne est indispensable pour permettre le fonctionnement de l'ascenseur social faute de quoi l'intégration des classes de revenus élevés par les plus démunis devient plus difficile à cause d'une plus grande étanchéité des strates sociales.

f) Une population aux revenus très polarisés entraînera progressivement une polarisation de l'offre des biens et services ce qui n'est pas indiqué en termes de concurrence et de modération des prix.

g) Plus spécifiquement en termes urbains, si la classe moyenne s'éloigne des zones urbaines, des emplois très importants pour le développement d'une cité seront occupés par des personnes moins concernées par le contexte urbain et par des projets d'action locale.

h) La classe moyenne est la plus grande contributrice en termes fiscaux car elle combine à la fois des contributions moyennes et une grande masse de contribuable; ainsi, les Régions qui font face à une forte croissance de populations défavorisées, doivent impérativement veiller à préserver des moyens budgétaires suffisants provenant de classes de revenus plus contributrices.

Cet argument est d'autant plus vrai que la Sixième réforme de l'Etat octroie une plus large autonomie fiscale aux Régions et ne compense plus que partiellement le handicap financier en matière de recettes d'impôt des personnes physiques par habitant.

Si un mécanisme de transition est prévu pour amortir le choc pendant les premières années d'entrée en vigueur de la nouvelle loi spéciale de financement, les Régions ayant une forte croissance de populations défavorisées doivent se préparer à une plus grande prise en charge à l'avenir.

3.2 Facteurs influençant la taille de la classe moyenne

a) Les facteurs sociodémographiques ont tendance à détériorer les conditions de vie : il en est ainsi de la tendance croissante des divorces accompagnée d'une augmentation du nombre de familles monoparentales fragilisées qui entraîne une décroissance du nombre de ménages à deux salaires ainsi que le rajeunissement de la population entraînant des conditions plus difficiles d'accès à des emplois stables lors des entrées sur le marché du travail. Par ailleurs le vieillissement de la population favorise la maintenance des ménages à plusieurs revenus. On constate dès lors que selon la prédominance de ces facteurs, l'impact de ceux-ci sur la taille de la classe moyenne devient ambigu.

b) Les facteurs liés à la structure économique : le développement de certaines activités dans le secteur tertiaire (activités financières et d'assurance) dont découle le développement de métiers à haute qualification (automation, information et communication), au détriment d'un certain nombre d'activités du secteur secondaire (industrie manufacturière) employant encore une large proportion de travailleurs moins qualifiés, auraient creusé des écarts salariaux importants entre ces différentes catégories de travailleurs. Les plus qualifiés parmi ces travailleurs auraient rejoint les classes de revenus plus aisées et les moins qualifiés, des classes plus pauvres réduisant ainsi la taille de la classe moyenne de base.

c) Les facteurs macroéconomiques ayant des conséquences sur la conjoncture : l'évolution de la classe moyenne serait affectée par la conjoncture économique car les travailleurs contraints à l'inactivité en période de récession quitteraient la classe moyenne pour la classe défavorisée et inversement en période de conjoncture favorable.

d) L'impact des politiques publiques à travers leurs effets redistributifs : les politiques publiques ont évolué dans le temps et diffèrent entre états; dans un contexte de forte croissance de l'activité économique, des politiques plus redistributives favorisent le développement de la classe moyenne. En période de récession économique, par contre, les politiques sont moins redistributives et creusent davantage les écarts entre les classes de revenus entraînant un rétrécissement de la classe moyenne.

e) Les migrations de populations sur de petits territoires (villes ou petites Régions) peuvent avoir un impact sensible sur la composition de leur population en termes de classes sociales et de revenus entraînant également un redimensionnement de la classe moyenne de ces territoires.

4. Approche nationale de la classe moyenne

Les classes moyennes, leur taille et leur évolution, constituent un enjeu économique et social important dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Le rétrécissement de la classe moyenne observé au cours des dernières décennies constitue une préoccupation importante pour les décideurs politiques car les causes possibles des différences géographiques et de l'évolution de la classe moyenne dans le temps sont multiples et complexes et le débat actuel se concentre davantage sur les transformations de leurs caractéristiques et de leur position sociale relative.

4.1 Approche intertemporelle

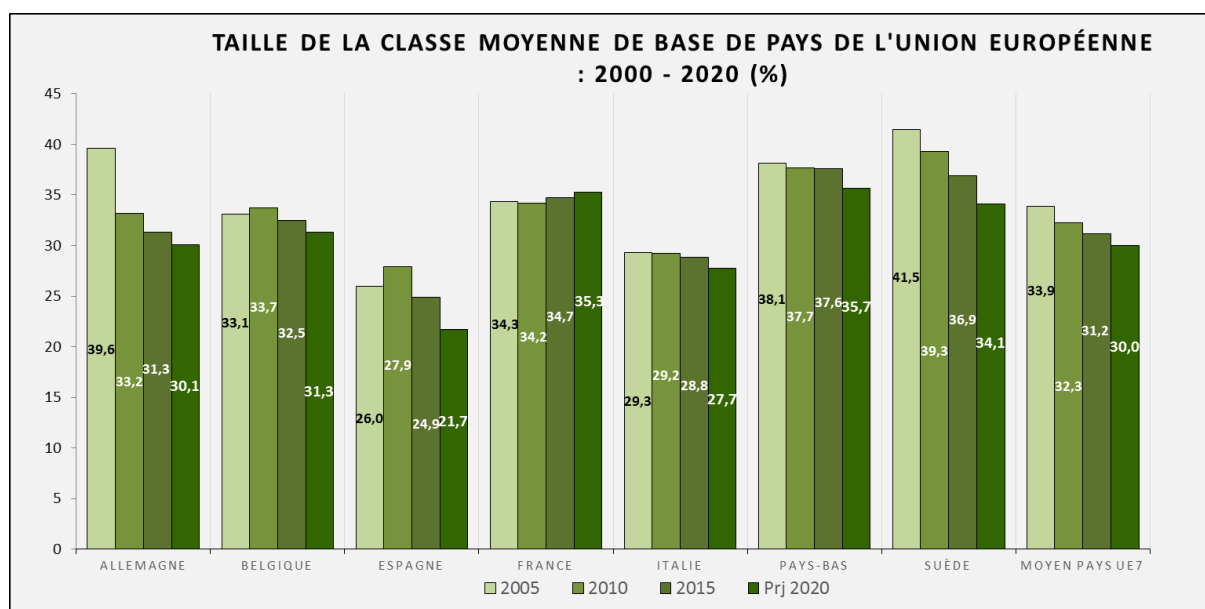
La figure 2.a présente les résultats de différentes études reprises dans le rapport de l'organisation internationale du travail (OIT) sur l'évolution de la taille de la classe moyenne dans plusieurs pays européens entre 2005 et 2020.

La définition de classe moyenne de base retenue est la part des ménages dont les revenus ajustés se situent entre 80 % et 120 % du revenu médian ajusté du pays.

Le graphique de la figure 2.a laisse apparaître des tailles de classe moyenne très différentes selon les pays, variant en 2005 de 26% de ménages en Espagne à 41,5 % en Suède.

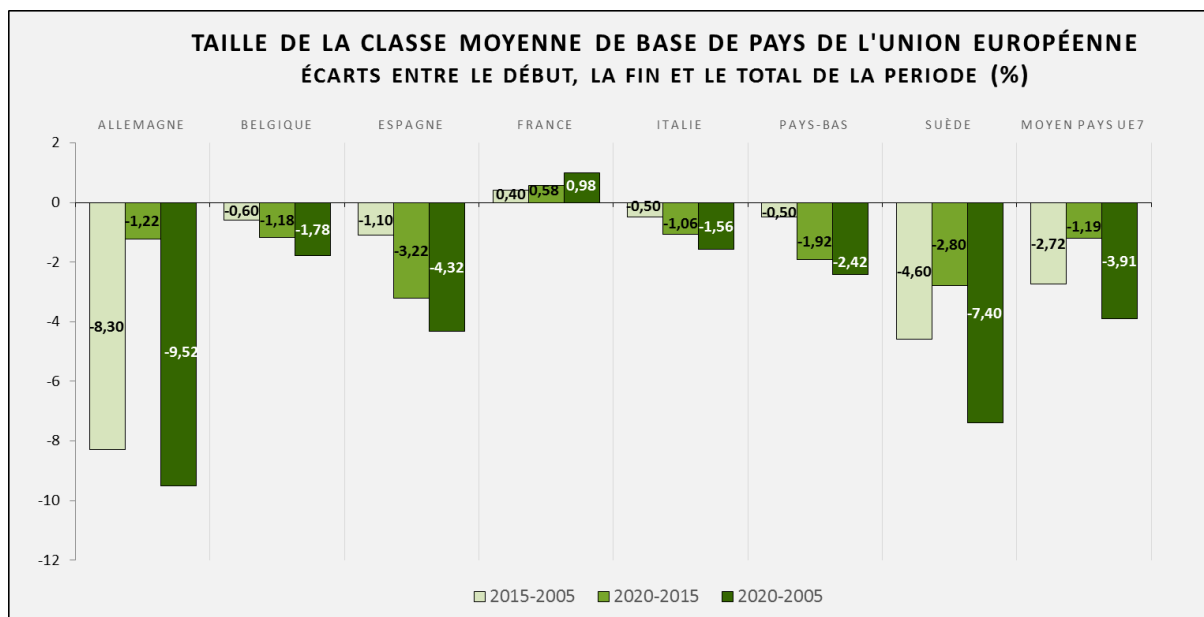
En 2020, les écarts entre ces pays restent importants mais sont en diminution, 21,7 % pour l'Espagne et 34,1 % pour la Suède.

Figure 2.a Taille de la classe moyenne de base de pays de l'Union européenne : 2000-2020



Source : EU – SILC

Figure 2.b Taille de la classe moyenne de base de pays de l'Union européenne



Source : EU – SILC et calculs d'auteur

En moyenne (pondérée par la population) pour les sept pays de l'Union européenne sélectionnés, entre 2005 et 2020, l'importance de la classe moyenne a diminué de -4 points de pourcentage en 15 ans comme l'indique le graphique de la figure 2.b.

Il apparaît que la diminution de la classe moyenne est un phénomène qui a tendance à se généraliser dans la plupart des pays de l'Union européenne.

Les chutes les plus importantes ont été enregistrées pour l'Allemagne (-9,5 points de %), et pour la Suède (-7,5 points de %) entre 2005 et 2020 et particulièrement en début de période entre 2005 et 2015 (-8,3 points de % pour l'Allemagne et -4,6 points de % pour la Suède).

Ces chutes se sont cependant fortement atténuées en fin de période entre 2015 et 2020 (-1,2 points de % pour l'Allemagne et -2,8 point de % pour la Suède).

Ailleurs, la part de la classe moyenne a connu une perte moyenne située entre -2,4 points de % pour les Pays-Bas et -4,3 points de % pour l'Espagne entre 2005 et 2020.

Les pays ayant connu les plus faibles chutes de leur classe moyenne pendant la même période sont la Belgique (-1,8 point de %) et l'Italie (-1,6 point de %); seule la France fait exception avec une classe moyenne plus résiliente en légère progression (+1 points de %) entre 2005 et 2020.

Il ressort par ailleurs des statistiques que la part de la population la plus démunie a augmenté du double de celle de la population aisée.

Au total, la distribution des revenus a donc glissé vers le bas de sorte qu'à la réduction de la classe moyenne s'ajoute une réduction du niveau de vie relatif de la population liée à une polarisation croissante des revenus.

Comme l'étude le démontrera plus tard dans le cas de la Belgique et de ses Régions, les facteurs sociodémographiques (âge et composition des ménages) n'ont pas eu d'impact significatif sur la réduction de la classe moyenne dans la plupart des pays car l'évolution des ménages à un seul revenu et la pyramide des âges (vieillesse de la population) auraient plutôt eu tendance à se compenser partiellement avec comme conséquence une atténuation de la chute de la classe moyenne.

Les facteurs macroéconomiques n'ont pas eu davantage d'effets significatifs sur la réduction de la classe moyenne.

Seules, les politiques sociales et fiscales jouent un rôle prépondérant lié à leurs effets redistributifs. Il existe en effet une corrélation significative entre les différentiels de variation de la taille de la classe moyenne entre les pays de l'UE considérés entre 2005 et 2020 et les politiques plus ou moins redistributives qui y ont été mises en œuvre.

Une réduction des conditions de vie de la classe moyenne serait en définitive à attribuer à trois facteurs déterminants.

- Un rythme plus lent de croissance des revenus de la classe moyenne par rapport à la croissance des revenus élevés (écart plus important entre le revenu médian et le revenu moyen).
- Une instabilité professionnelle grandissante.
- Un accroissement des dépenses contraintes (énergie, alimentation et logement) dont le niveau évolue plus rapidement que celui des salaires entraînant un poids croissant dans les dépenses globales de la classe moyenne et des bas revenus.

En conclusion, la taille de la classe moyenne aurait tendance à se contracter dans la plupart des pays de l'Union européenne mais cette tendance a davantage été réduite ces dernières années (2015-2020) grâce à un degré plus élevé de redistribution des revenus.

4.2 Approche spatiale

L'étude des experts de l'OIT a permis d'établir un lien direct entre l'accroissement des inégalités de revenus et l'érosion des groupes à revenus moyens et confirme également la nécessité de lutter contre les inégalités en examinant la situation de la classe moyenne.

Elle a également mis en évidence une corrélation significative entre le niveau des inégalités de revenus et la taille de la classe moyenne de base³ dont les tendances entre ces deux indicateurs semblent en outre se confirmer à travers le temps comme le montre la figure 3 ci-après.

La taille de la classe moyenne de base en Europe varie considérablement d'un pays à l'autre en 2020, de 22% en Espagne à environ 34% en Suède et au Danemark.

La configuration géographique de l'Union européenne met en évidence une classe moyenne de base plus importante dans les pays d'Europe du nord (Danemark, 33% ; Suède 34%) traditionnellement plus sociaux et une classe moyenne de base plus réduite dans les pays d'Europe du sud (Espagne, 26%), d'Europe centrale et orientale (Pologne, 29%) ainsi que dans les pays anglo-saxons (Royaume Uni, 28% ; Irlande, 32%).

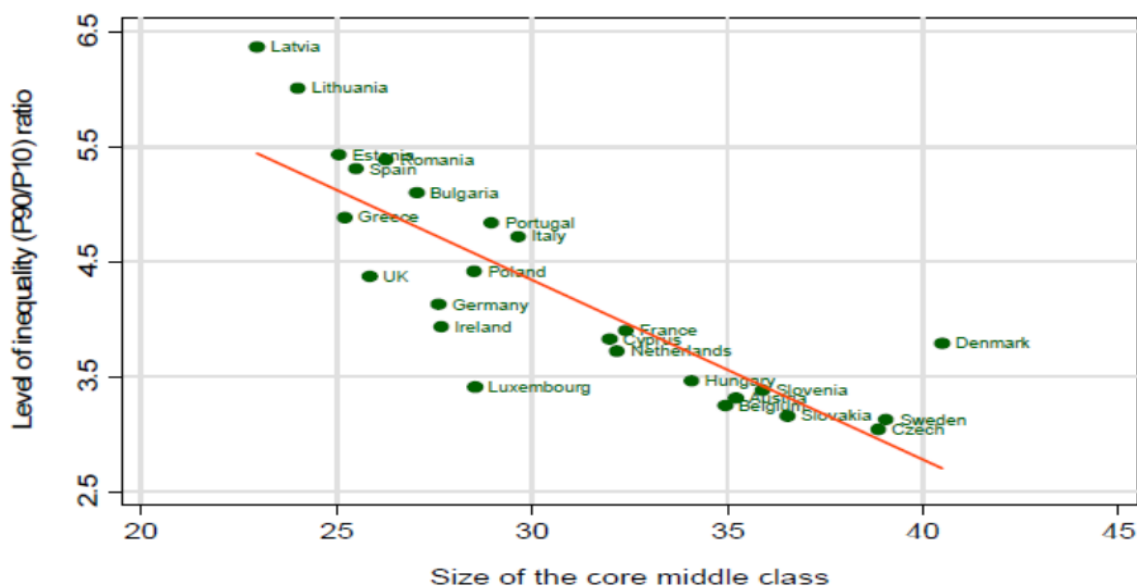
Les pays européens de la première couronne (France, Italie, Allemagne, Belgique, Pays-Bas) occupent une position médiane avec une classe moyenne de base variant entre 28% et 36%.

Parmi ces pays, la Belgique (32%) , la France (35%) et les Pays-Bas (36%) occupent des positions privilégiées avec des classes moyennes de base qui occupent entre 32% et 36% de la distribution.

Les autres pays de la première couronne, l'Italie (28%), et l'Allemagne (30%) occupent la fourchette basse de la position médiane entre 28% et 30%.

Figure 3 Corrélation entre le niveau des inégalités de revenus et la taille de la classe moyenne, De base au sein de plusieurs de pays de l'union européenne

³ Nous saisissons la taille de la classe moyenne à travers trois groupes à revenu moyen inclus dans une distribution complète: moyen inférieur (inférieur à 60 à 80% du revenu médian), moyen central (80 à 120%) et moyen supérieur (120 à 200%), complété par deux autres extrêmes, à savoir le groupe à faible revenu (inférieur à 60%) et le groupe à revenu supérieur (supérieur à 200%).



Source : EU - SILC

La Belgique n'accuse qu'une faible décroissance de sa classe moyenne de base dont le niveau moyen se situe à 32,7% entre 2005 et 2020 selon le rapport de l'Organisation Internationale du Travail.

Notre pays a bien encaissé le choc de la crise financière de 2008 et de la crise sanitaire de 2019-2020 grâce à son modèle de protection sociale particulièrement développé qui comporte un dispositif d'indexation automatique des salaires et des allocations, qui lui est propre.

Ce mécanisme, souvent décrié pour des raisons d'atteinte à la compétitivité du pays, a néanmoins eu le mérite de maintenir un climat social stable et de limiter la décroissance de la classe moyenne de base pendant cette période grâce à ses effets redistributifs.

5. Approche régionale de la classe moyenne

En considérant un territoire plus restreint comme celui d'une ville ou d'une région urbaine, un autre facteur entre en ligne de compte dans l'explication de l'évolution de la taille de la classe moyenne : la mobilité des ménages entre la ville et sa périphérie.

Cette cause additionnelle peut entraîner une évolution de la classe moyenne différente dans les régions urbaines par rapport aux autres entités géographiques du pays.

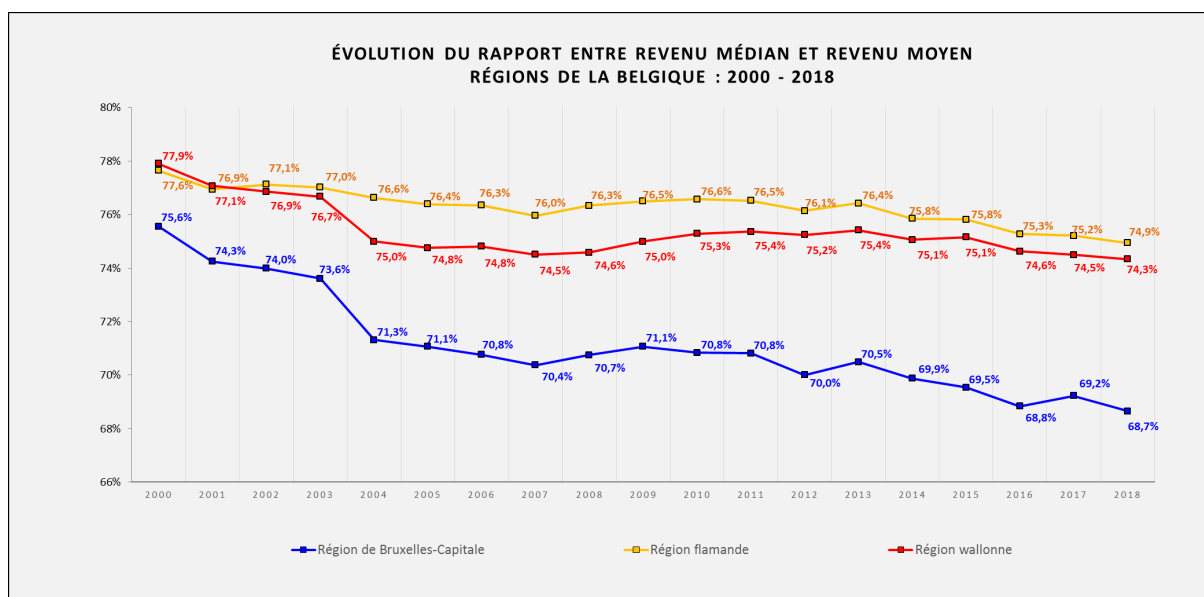
Les principaux facteurs différenciants communément identifiés comme causes majeures de la diminution de la classe moyenne au sein de régions davantage urbanisées sont :

- la polarisation différenciée des revenus entre entités en fonction de leur degré d'urbanisation,
- la disparition de certains types d'emplois
- les coûts du logement sont communément mentionnés.

L'évolution de la classe moyenne dans ces entités urbaines peut dans ce contexte être à l'opposé de l'évolution observée au niveau du pays.

Dans ce contexte, le graphique de la figure 4 ci-après indique que dans toutes les Régions du pays, un écart croissant est observé entre le revenu moyen et le revenu médian mais on observe que ce phénomène touche particulièrement la Région bruxelloise où l'écart du ratio revenu médian sur revenu moyen a diminué de -6,9 points de % en passant de 75,6% à 68,7% entre 2000 et 2018.

Figure 4 Évolution du rapport entre revenu médian et revenu moyen : Régions de la Belgique



Source : SPF Économie DGSIE, Revenus fiscaux, calculs d'auteur

En Région wallonne cet écart a été de -3,6 points de %, en Région flamande de 2,7 points de % et pour le pays dans son ensemble, de 3,5 points de %.

Ces écarts entre entités régionales de la Belgique mettent clairement en évidence l'importance de la part de la population paupérisée au sein des différentes Régions et particulièrement en Région Bruxelloise où cet écart est pratiquement double par rapport à celui de la Belgique alors qu'il est sensiblement identique en Région wallonne (1,03) et inférieur de 20% en Région flamande (0,78).

La section suivante décrit de manière plus précise les caractéristiques de la classe moyenne dans une région urbaine particulière ; la Région bruxelloise sur la base des chiffres disponibles relatifs à la statistique fiscale. Précisons que le revenu s'entend comme le Revenu Total Net Imposable (RTNI), que la classe moyenne de base pour des entités sous-nationales comprend l'ensemble des déclarations situées entre 75 % et 150 % du revenu médian belge par déclaration et que les revenus de l'année s'entendent comme les déclarations de l'exercice N+1 concernant les revenus de l'exercice N (2018).

5.1 Analyse de la classe moyenne dans la Région bruxelloise.

En 2018, la dimension relative de la classe moyenne de base bruxelloise est de 34,1 % des déclarations fiscales (Figure 5).

La proportion de déclarations⁴ correspondant aux classes inférieures à la classe moyenne de base est pratiquement doublé (2,1) par rapport à la proportion de déclarations correspondant aux classes supérieures de celle-ci.

La distribution des revenus annuels belges en 2018 indique que le revenu annuel médian par déclaration est de l'ordre de 24.800 € et le revenu annuel moyen par déclaration de 33.400 €.

Les revenus nets imposables de la classe moyenne bruxelloise se situent entre 75 % du revenu médian, soit 18.600 euros, et 150 % du revenu médian, soit 37.200 euros, selon la définition quantitative retenue pour cette analyse.

La taille de la *classe moyenne de base* diminue un peu partout en Europe (Cf. supra) bien que la classe moyenne belge soit plus résiliente que celle de la plupart des pays européens considérés.

⁴ Il s'agit du pourcentage des déclarations et non du pourcentage de la population. Nous ne pouvons parler de la population dans son ensemble car certaines catégories de personnes sont absentes des statistiques fiscales.

La situation des classes moyennes régionales est par contre plus différenciée et particulièrement en Région bruxelloise.

L'érosion de la classe moyenne bruxelloise de base est particulièrement rapide entre 1995 et 2010 où elle s'est réduite de 4,7 points de % en passant de 40,3% à 35,6%. et s'est ensuite notablement ralentie durant la dernière décennie entre 2010 et 2018 (-1,5 point de %) en passant de 35,6% à 34,1%.

En termes relatifs, la classe moyenne de base bruxelloise a connu une érosion de 15,4% entre 1995 et 2018.

La **classe moyenne inférieure** a connu une décroissance relative sensible entre 1995 et 2018 (-32,14%) en passant de 17,5% à 11,9% alors que la **classe moyenne supérieure** a connu une croissance relative importante (+28,6%) en passant de 7% à 9 % pendant la même période.

En considérant la **classe moyenne élargie** (intégrant la classe moyenne inférieure et supérieure), celle-ci s'est réduite de 7 points de % en passant de 64,8% à 57,8% entre 1995 et 2010.

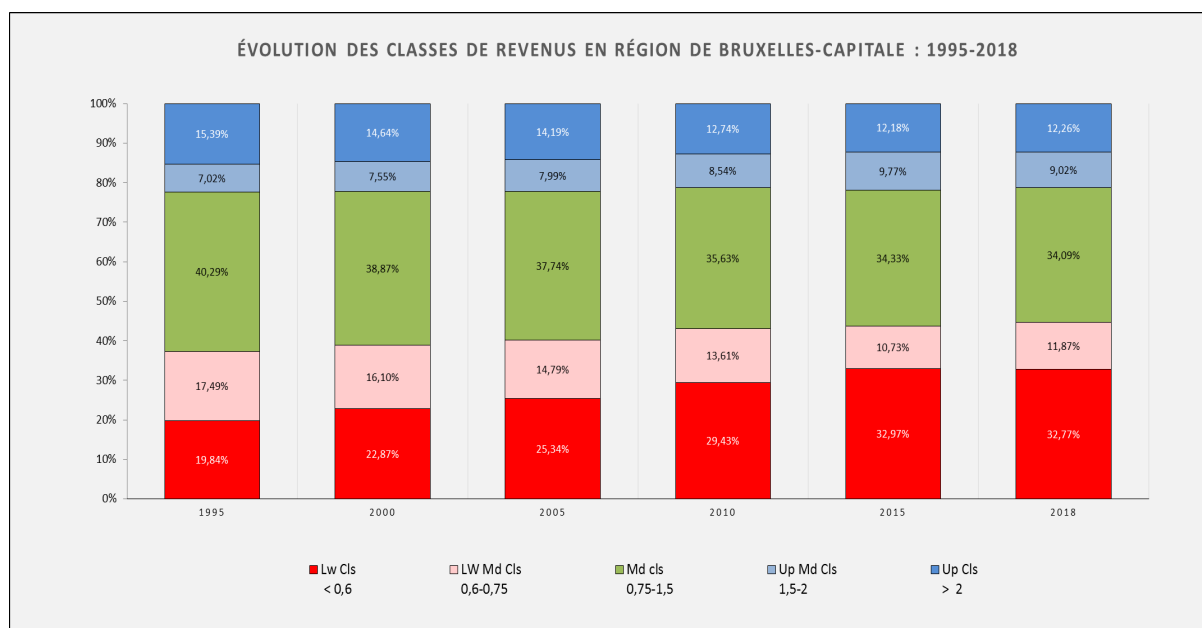
L'érosion s'est ensuite fortement ralentie entre 2010 et 2018 (-2,8 point de %) en passant de 57,8% à 55%.

En termes relatifs, la classe moyenne élargie bruxelloise a connu une érosion de 15,16% entre 1995 et 2018.

La **classe inférieure de revenu** a connu la plus forte croissance relative entre 1995 et 2018 (+65,15%) en passant de 19,8% à 32,8% alors que la **classe supérieure de revenu** a connu une forte décroissance relative (-20,4%) en passant de 15,4% à 12,3% pendant la même période.

On observe alors une inversion de l'importance relative des classes inférieure et supérieure de revenus ce qui implique un appauvrissement général de la population bruxelloise au cours de cette période.

Figure 5 Taille des classes de revenus basées sur le revenu net des ménages en Région bruxelloise de 1995 à 2018



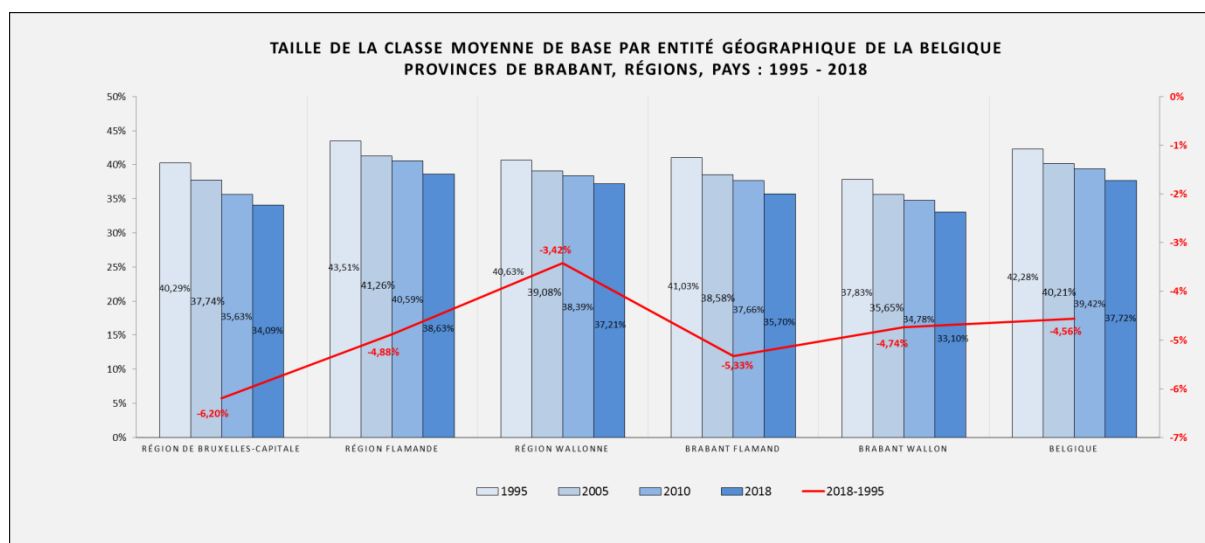
Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs IBSA

5.2 Comparaison interrégionales

Nous examinerons dans cette section si la contraction de la classe moyenne bruxelloise est spécifique à cette Région ou si elle s'étend également à sa zone métropolitaine à savoir les provinces de Brabant flamand et wallon,

aux autres régions et au pays et dans quelles proportions ces autres entités géographiques sont également affectées.

Figure 6 Taille de la classe moyenne de base par entité géographique de la Belgique : 1995-2018



Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs IBSA

Toutes les Régions et provinces métropolitaines (Figure 6) connaissent un écart croissant entre revenu médian et revenu moyen mais on observe que la Région bruxelloise est la plus concernée témoignant d'une part grandissante de population paupérisée au sein de cette Région.

C'est, en effet, en Région bruxelloise que la classe moyenne de base a reculé le plus (-6,2%) entre 1995 et 2018 ensuite dans les deux provinces métropolitaines avec pratiquement le même ordre de grandeur (-5,3% en Brabant flamand et 4,7% en Brabant wallon) et en Région flamande (-4,9%).

C'est en Région wallonne que la classe moyenne de base a reculé le moins pendant la même période (-3,4%) et la Belgique intègre un recul moyen (-4,5%) légèrement plus faible que celui de la Région flamande. Le moindre recul de la classe moyenne de base en Région wallonne est lié à une moindre polarisation des revenus dans cette Région.

Un dernier volet comparatif concerne la distribution des déclarations d'impôt et les contributions fiscales totales par tranches de revenu.

D'une manière générale, les revenus sont distribués de manière plus uniforme en Région flamande que dans les autres Régions. En Région wallonne, la distribution des revenus est moins uniforme et comparable à celle de la Région bruxelloise.

La classe moyenne de base contribue en 2018 (Figure 7), pour 24,8 % de l'impôt d'État global prélevé en Région bruxelloise, 21,6 % en Région flamande et 20,2 % en Région wallonne.

Cette classe contribue donc relativement plus à l'impôt en Région Bruxelloise que dans les autres régions malgré sa plus petite taille en raison de l'importance des tranches de revenu inférieur qui sont faiblement contributrices à l'impôt et de la faible importance des tranches de revenus supérieurs qui sont cependant fortement contributrices dans cette Région.

La classe moyenne supérieure contribue également le plus à l'impôt à Bruxelles (19%) par rapport aux autres Régions (12,2% en Région flamande et 12,5% en Région wallonne) pour les mêmes raisons que celles décrites pour la classe moyenne de base.

La classe moyenne inférieure contribue le plus à l'impôt en Région flamande (0,9%) par rapport aux autres Régions (0,3% en Région bruxelloise et 0,2% en Région wallonne) car cette classe comporte moins de personnes exemptées d'imposition dans cette Région par rapport aux deux autres.

La classe moyenne élargie contribue en conséquence également le plus à l'impôt en Région bruxelloise (44,1%) par rapport aux autres Régions, 34,7 % en Région flamande et 32,9 % en Région wallonne en raison de la position relative des classes qui la compose explicitée précédemment.

La classe supérieure contribue le moins à l'impôt en Région Bruxelloise (56,1%) par rapport aux autres Régions (65,3% en Région flamande et 67,2% en Région wallonne) car ces tranches de revenu, bien que fortement contributrices à l'impôt, ont une importance nettement plus réduite dans cette Région.

Elle est la plus importante en Région wallonne par rapport à la Région flamande en raison d'une assiette globale de l'impôt plus faible dans cette Région par rapport aux autres Régions.

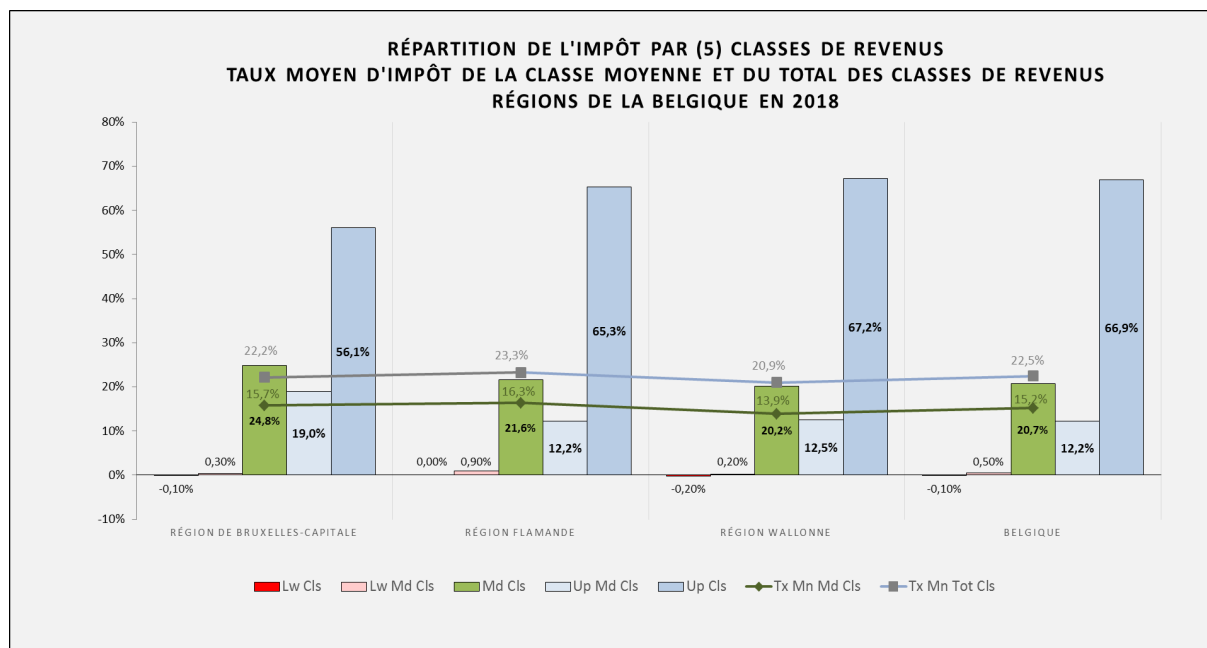
La classe inférieure ne contribue pratiquement pas à l'impôt en Région bruxelloise (-0,1%) et en Région wallonne (-0,2%) et faiblement en Région flamande (+0,9%) en raison du nombre de personnes exemptées dans ces tranches de revenu nettement plus importante en Région wallonne et en Région bruxelloise qu'en Région flamande et du faible caractère contributeur de ces tranches de revenus dans toutes les Régions.

Le taux moyen d'impôt de la classe moyenne de base est inférieur du tiers par rapport au taux moyen du total des classes de revenu pour toutes les Régions. Ce taux est le plus élevé en Région flamande (16,3%), médian en Région bruxelloise (15,7%) et est le plus faible en Région wallonne (13,9%).

L'écart entre le taux moyen d'impôt de la classe moyenne de base et du total des classes de revenus est le plus faible en Région bruxelloise (-6,4 points de %), médian en Région flamande (-6,9 points de %) et le plus important en Région wallonne (-7,1 points de %).

Ces différences sont liées à l'importance relative des classes de revenus au sein des différentes Régions et au pouvoir contributeur de chacune de celles-ci à l'impôt d'État global.

Figure 7 Répartition de l'impôt d'Etat Fédéral agrégé par classes de revenus et par Régions en 2018



Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs d'auteur

6. Analyse des causes de l'évolution de la classe moyenne

L'analyse des mesures permettant de garder ou d'attirer la classe moyenne en Région bruxelloise nécessite préalablement de comprendre la raison de la perte d'importance de celle-ci ces dernières décennies. Plusieurs facteurs ont été mis en évidence.

- Rôle de l'activité économique de la Région ;
- Évolution de la pyramide des âges ;
- Évolution du type de ménages ;
- Rôle des politiques sociales et fiscales ;
- Rôle des mouvements migratoires.

Les conclusions qui en découleront constitueront alors une base indispensable à la formulation de recommandations qui feront l'objet de la dernière section de cette étude.

6.1 - Rôle de l'activité économique de la Région bruxelloise

Le rôle de l'économie peut être approché au moyen de deux indicateurs pouvant avoir une influence sur la taille de la classe moyenne en Région bruxelloise :

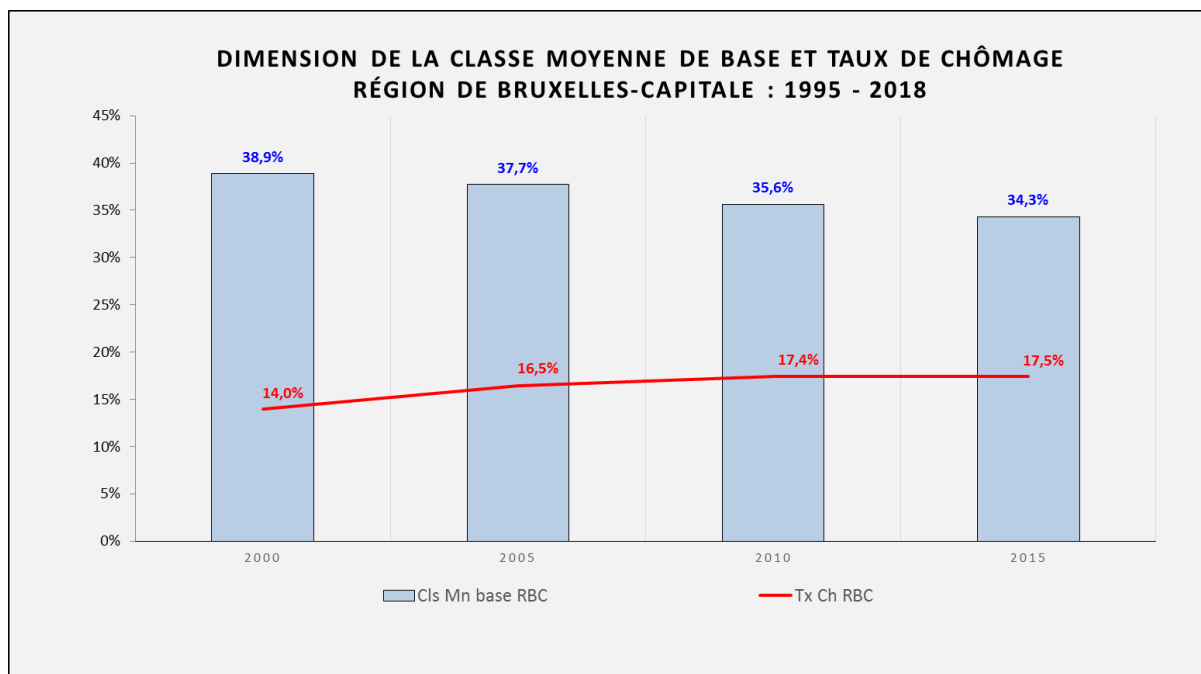
- Le taux de chômage ;
- La modification de la structure sectorielle de l'économie de la Région.

6.1.a Le taux de chômage

Le graphique de la figure 8 permet de mettre en évidence une relation inverse entre l'évolution du taux de chômage et l'évolution de la classe moyenne.

Entre 2000 et 2015, la taille de la classe moyenne a chuté de -4,5 points de % et on observe par ailleurs une croissance de 3,5 points de % du taux de chômage bruxellois pendant la même période.

Figure 8 Évolution de la taille de la classe moyenne et du taux de chômage en Région bruxelloise



Source : Actiris, Revenus fiscaux, SPF Economie, DGSI + calculs d'auteur

6.1.b L'évolution de la structure économique

L'évolution de la structure économique de la Région bruxelloise, et subséquemment le type d'emploi offert, a une influence sur l'évolution de la taille de la classe moyenne.

Une augmentation de la part de secteurs à haute technologie pourrait augmenter le nombre d'emplois pour des personnes hautement qualifiées à revenus élevés et réduire le nombre d'emplois pour des personnes moyennement ou faiblement qualifiées, diminuant de la sorte la taille de la classe moyenne de base.

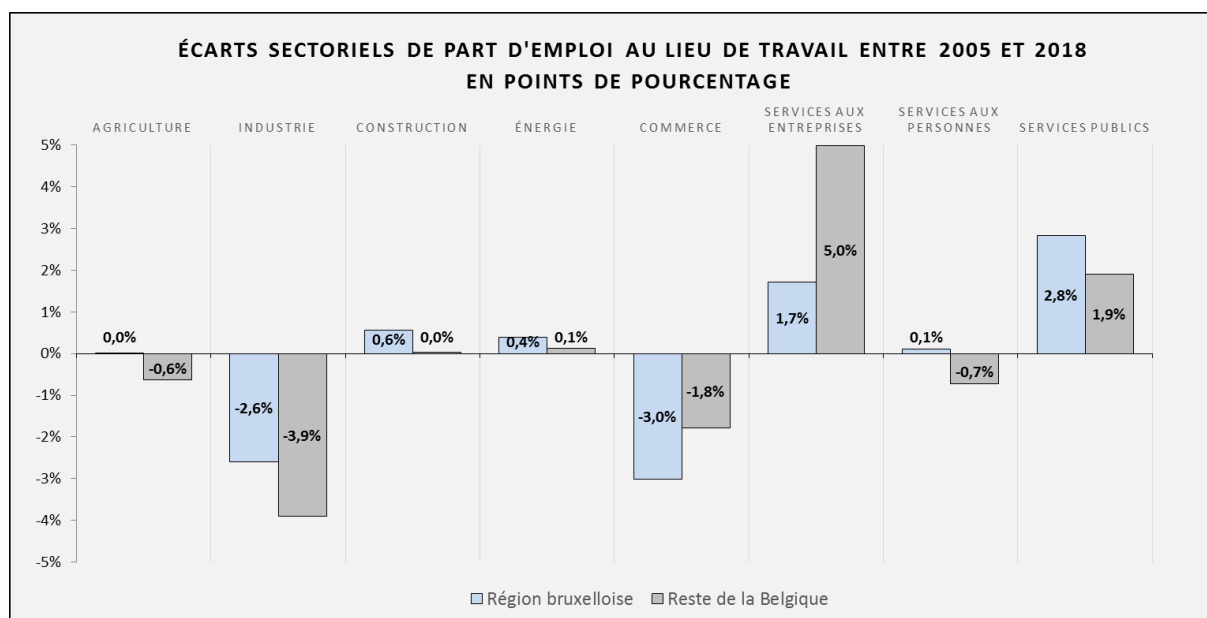
Les secteurs responsables (Figure 9) des plus grandes évolutions d'emploi à la hausse en Région bruxelloise sont les services fournis aux entreprises incluant l'immobilier, les transports et les communications ainsi que les services publics incluant l'administration, la santé et l'action sociale.

Ces secteurs comporteraient à priori plus de professions intellectuelles mieux rémunérées.

Les secteurs responsables des plus grandes évolutions d'emploi à la baisse en Région bruxelloise sont l'industrie manufacturière et le commerce incluant la réparation automobile,

Ces secteurs comporteraient à priori plus de professions manuelles moins bien rémunérées.

Figure 9 Évolution de la taille de la classe moyenne et du taux de chômage en Région bruxelloise



Source : BNB-ICN + calculs d'auteur

Une conclusion générale de cette analyse sommaire est cependant difficile à tirer.

L'analyse sectorielle précédente tendrait à indiquer un rôle au moins partiel, mais non quantifiable, de la structure économique de la Région bruxelloise dans l'évolution des revenus des Bruxellois et partant sur la taille de la classe moyenne de cette Région. Cette analyse doit cependant encore être nuancée par l'effet d'une importante mobilité interrégionale sur la répartition des travailleurs bruxellois (50,9% en 2020) par rapport aux travailleurs issus des autres Régions (49,1% en 2020) employés au sein des différents secteurs de l'économie bruxelloise.

6.2 - Rôle de la pyramide des âges

L'analyse des données croisées entre les revenus et la catégorie d'âge met en évidence le fait qu'un individu voit sa rémunération augmenter au fil de sa carrière et qu'en conséquence, le revenu moyen de la population plus jeune est inférieur au revenu moyen de la population plus âgée.

Une évolution de la taille de la classe moyenne dans le temps pourrait en conséquence résulter d'une structure évolutive de la pyramide des âges.

La taille totale de la classe moyenne étant une moyenne pondérée de la taille de chaque groupe démographique multipliée par le pourcentage de la classe moyenne dans chacun de ceux-ci.

Il convient en conséquence d'évaluer comment cette dernière aurait été modifiée en l'absence de changements démographiques entre 2005 et 2018 comme l'indique le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 Analyse de l'incidence de la pyramide des âges sur la taille de la classe moyenne

Déclaration par classe d'âge en 2018	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 et plus	Total
Déclaration 2018	61.634	248.287	179.295	100.754	617.105
Prop Déclaration 2018	10,0%	40,2%	29,1%	16,3%	100,0%
Prop classe moyenne Déciles 4-7 en 2018	12,5%	39,0%	40,4%	53,1%	
Part classe moyenne totale 2018	1,2%	15,7%	11,7%	8,7%	37,4%
Déclaration par classe d'âge en 2005	15 à 24 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 et plus	Total
Déclaration 2005	56.401	207.329	137.849	97.858	518.392
Prop Déclaration 2005	10,9%	40,0%	26,6%	18,9%	100,0%
Prop classe moyenne Déciles 4-7 en 2018	12,5%	39,0%	40,4%	53,1%	
Part classe moyenne totale 2005	1,4%	15,6%	10,8%	10,0%	37,7%

Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs d'auteur

À pyramide des âges inchangée, c'est-à-dire à proportion égale de la part de la classe moyenne dans le total des déclarations pour chaque groupe démographique entre 2005 et 2018, la taille de la classe moyenne se serait légèrement tassée en passant de 37,7% en 2005 à 37,4% en 2018⁵.

Le différentiel (-0,3 points de %) sur 13 ans étant cependant assez réduit, il est malaisé de conclure que la pyramide des âges a eu en un effet significatif sur la taille de la classe moyenne pendant cette période.

6.3 - Rôle de la composition des ménages

Le graphique de la figure 10 indique que la part du nombre de déclarations isolées est largement majoritaire et en croissance sur la période.

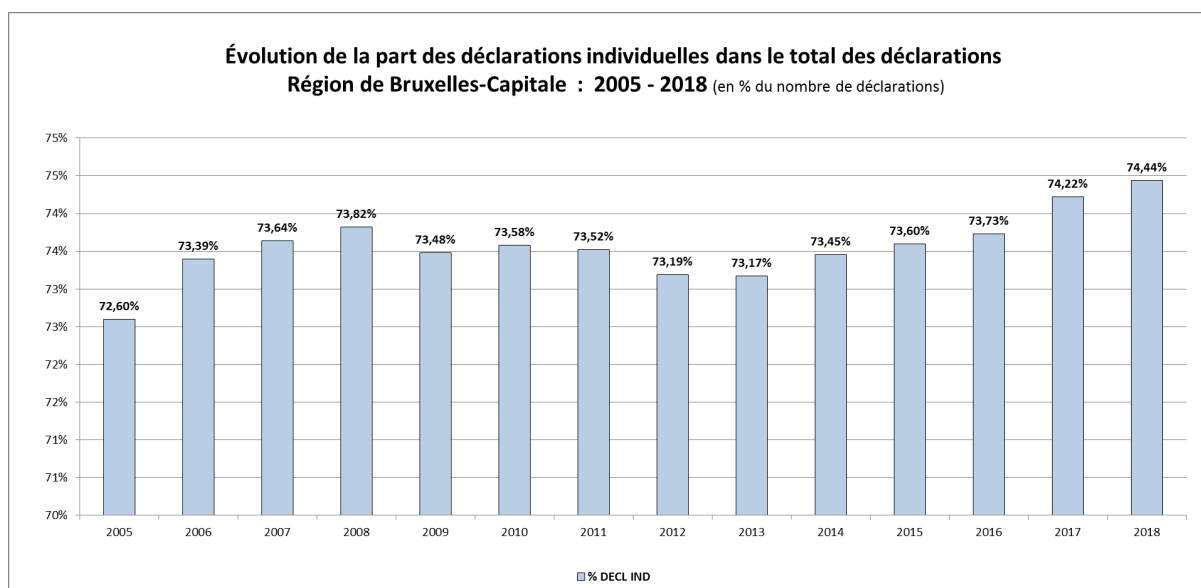
Cette part a connu une croissance, de 1,2 point de % en début de période en passant de 72,6% en 2005 à 73,8% en 2008.

Celle-ci s'est ensuite tassée pendant le milieu de période correspondant aux années de crise (-0,6 point de %) en passant de 73,8% en 2008 à 73,2% en 2012.

Elle s'est ensuite remise à croître de manière constante en fin de période (+1,2 point de %) en passant de 73,2 % en 2012 à 74,4 % en 2018.

Figure 10 Évolution de la part des déclarations individuelles dans le total des déclarations en Région bruxelloise.

⁵ Les parts de la classe moyenne pour 2005 et 2018 évaluées dans le tableau 1 diffèrent des parts calculées précédemment car la classe moyenne a été définie dans ce tableau par la distribution des revenus située entre le 4^e et le 7^e décile de la distribution totale des revenus et non par la distribution des revenus située entre 0,75 et 1,5 fois le revenu médian.



Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs d’auteur

Deux éléments peuvent lier l’importance de la taille de la classe moyenne à cette tendance à la hausse de la part des déclarations d’isolés.

- L'évolution des personnes à faibles revenus

Les jeunes en début de carrière ou les personnes âgées veuves et pensionnées sont relativement plus représentées dans la catégorie des déclarants isolés; étant donné que les revenus de cette catégorie de déclarants sont généralement plus faibles dans cette période de leur vie, une augmentation de ce type de déclarants peut accroître la part de la population à faibles revenus et diminuer en conséquence l’importance relative de la classe moyenne.

- La composition des ménages

La tendance à l’éclatement des structures familiales, reflétée dans la fragmentation des ménages fiscaux, peut également entraîner une diminution de la classe moyenne.

La taille totale de la classe moyenne est une moyenne pondérée de la taille de chaque groupe de type de ménage multipliée par le pourcentage de la classe moyenne dans chacun d’eux.

Il convient en conséquence d’évaluer comment cette dernière aurait été modifiée en l’absence de changements de composition des ménages entre 2005 et 2018 comme l’indique le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2 Analyse de l’incidence de la pyramide des âges sur la taille de la classe moyenne

Déclaration par type de ménage en 2018	isol. ss char.	isol. av char.	Cpl ss char.	Cpl av char.	Total
Déclaration 2018	394.170	63.115	66.599	81.363	617.105
Prop Déclaration 2018	63,9%	10,2%	10,8%	13,2%	100,0%
Prop classe moyenne 4-7 2018	40,1%	50,7%	34,0%	34,7%	
Part classe moyenne totale 2018	25,6%	5,2%	3,7%	4,6%	39,0%
Déclaration par type de ménage en 2005	isol. ss char.	isol. av char.	Cpl ss char.	Cpl av char.	Total
Déclaration 2018	325.471	49.083	69.935	63.365	518.392
Prop Déclaration 2018	62,8%	9,5%	13,5%	12,2%	100,0%
Prop classe moyenne 4-7 2018	40,1%	50,7%	34,0%	34,7%	
Part classe moyenne totale 2018	25,1%	4,8%	4,6%	4,2%	38,8%

Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux – Calculs d’auteur

À structure inchangée de la population en termes de composition de ménage, c’est-à-dire à proportion égale de la part de la classe moyenne dans le total des déclarations pour chaque type de ménage entre 2005 et 2018, la

taille de la classe moyenne se serait légèrement accrue (+0,2 points de %) en passant de 38,8% en 2005 à 39% en 2018⁶.

Le différentiel (+0,2 points de %) sur 13 ans étant minime, on ne peut conclure que l'évolution de la composition des ménages ait eu un effet déterminant sur la taille de la classe moyenne pendant cette période.

6.4 - Rôle de la politique socio-fiscale

L'évolution de la taille de la classe moyenne peut résulter de la politique menée par les pouvoirs publics en matière de fiscalité, de sécurité sociale et d'aide sociale de par leurs effets redistributifs.

Le tableau 3 ci-dessous indique qu'en 2018, le coefficient de Gini⁷ calculé à partir des revenus nets après impôts, atteint 0,41 en Région bruxelloise contre 0,48 avant impôt ce qui représente une réduction -0,07 points de ce coefficient (contre -0,08 points de % en 2008) grâce à l'effet redistributif de l'imposition.

Entre 2008 et 2018, le coefficient de Gini s'accroît en termes relatifs de 12,3% après impôt contre 8,1% avant impôt, soit un écart de 4,2 points de %, ce qui signifie que la politique fiscale est devenue moins redistributive durant cette décennie et que la taille de la classe moyenne pourrait en conséquence être influencée par cette politique durant cette période.

Tableau 3 Indicateur d'inégalité de revenu avant et après l'imposition – Coefficient de Gini

RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE				
Coef.de GINI	2008	2012	2018	2018-2008
Avant Impôt	0,44	0,46	0,48	8,1%
Après Impôt	0,37	0,39	0,41	12,3%
Après-Avant	-0,08	-0,07	-0,07	4,2%

Source : IBSA, SPF Économie - Statistics Belgium

Il convient également de noter que les ménages moyens perçoivent moins d'aides au logement ou moins d'allocations familiales et les économies d'impôts liées à la présence d'enfants sont plus faibles que pour d'autres catégories de revenus.

Ceci implique que la politique fiscale est d'autant moins redistributive qu'elle s'adresse à des classes de revenus plus élevés ce qui pourrait également entraîner une réduction de la taille de la classe moyenne mais sans que les effets de cette politique ne puissent pour autant être formellement quantifiés.

En termes d'actions de la politique régionale, il convient encore de mentionner que la majeure partie des politiques redistributives relève à ce jour de la seule compétence de l'Etat fédéral.

En cas d'impact de la politique socio-fiscale de l'Etat fédéral sur l'évolution de la classe moyenne bruxelloise, la Région bruxelloise n'aurait pas eu la capacité d'y apporter des mesures correctives directes.

6.5 - Rôle des flux migratoires

⁶ Les parts de la classe moyenne pour 2005 et 2018 évaluées dans le tableau 2 diffèrent ici encore des parts calculées précédemment car la classe moyenne a également été définie dans ce tableau par la distribution des revenus située entre le 4^e et le 7^e décile de la distribution totale des revenus et non par la distribution des revenus située entre 0,75 et 1,5 fois le revenu médian.

⁷ Le coefficient de Gini mesure l'inégalité des revenus. Sa valeur varie entre 0 et 1 ; il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite, quand tout le monde perçoit le même revenu et il est égal à 1 dans une situation d'inégalité absolue, une personne bénéficiant de tous les revenus et les autres d'aucun revenu. Cet indicateur est calculé à partir des données de revenus des ménages. Le coefficient de Gini présenté ici est calculé par l'IBSA sur base des statistiques fiscales et doit être distingué de celui calculé par le SPF Economie-Statistics Belgium sur base des données de l'enquête SILC communément utilisée par Eurostat.

Pour une petite Région comme la Région bruxelloise, les flux migratoires exprimés en termes relatifs sont plus importants que dans les autres Régions et peuvent influencer de manière significative les statistiques relatives aux revenus des habitants.

La Région bruxelloise est caractérisée par un solde annuel positif de migrations internationales.

Ce solde positif est en constante augmentation depuis les années 1990 pour atteindre 29.412 personnes en 2010 et décroître ensuite progressivement en fin de période jusqu'à 17.800 en 2019 (-40%).

Il est le résultat de l'évolution du solde positif belge de 79.469 personne en 2010 à 55.031 en 2019 (-30,8%) et de la concentration de plus de 30 % des immigrés internationaux dans les 19 communes de la Région bruxelloise (31,9% en 2019) alors que celles-ci comptent pour 10 % de la population belge.

La Région bruxelloise est par ailleurs caractérisée par un solde négatif croissant de migrations internes par rapport aux autres régions du pays de -12 821 personnes en 2010 à -15.722 en 2019, soit une croissance de +22,6%.

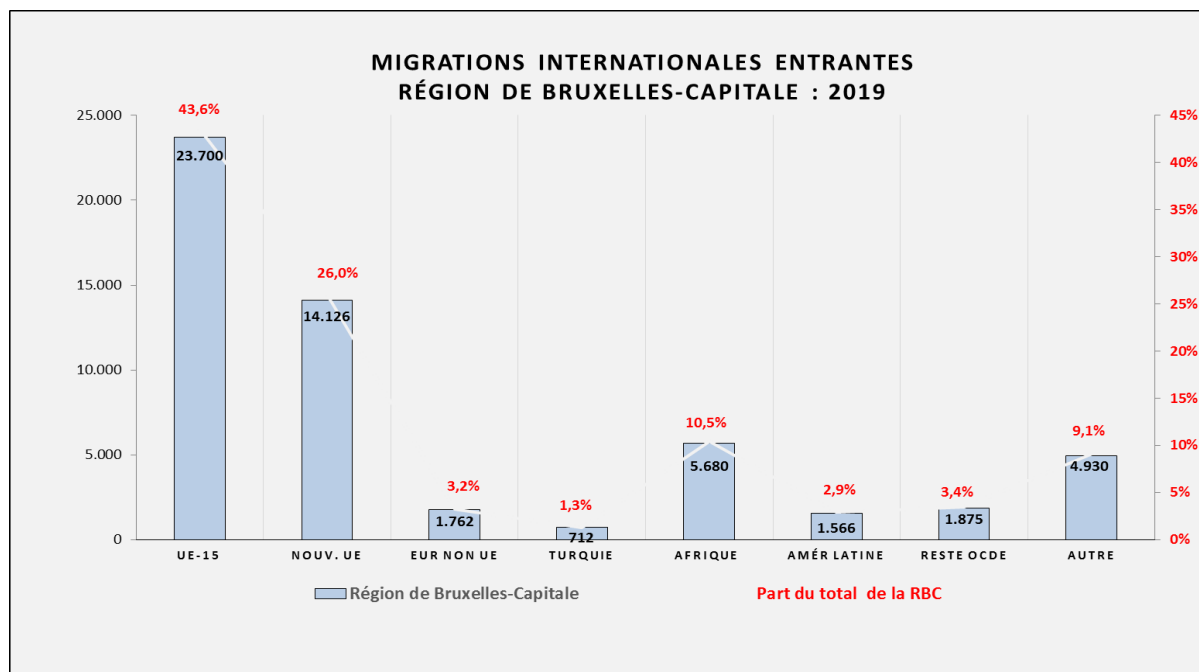
Étudier la distribution des revenus des populations entrantes et des populations sortantes nous permettrait d'estimer l'impact des flux migratoires sur l'évolution observée des revenus des Bruxellois

6.5.a Les caractéristiques de revenu des ménages entrants

L'immigration internationale en Région bruxelloise est répartie entre d'une part les migrants issus de pays plus favorisés disposant le plus souvent d'un niveau de vie plus élevé et éligibles sur le marché du travail mais qui ne contribuent pas nécessairement à l'impôt en Belgique et d'autre part les migrants issus de pays plus défavorisés moins qualifiés et peu éligibles sur le marché du travail.

Les populations étrangères (34,9% de la population de la Région bruxelloise en 2019) sont surreprésentées dans les statistiques du chômage et de l'intégration sociale.

Figure 11 Migrations internationales entrantes en Région bruxelloise selon la nationalité



Source : IBSA & Statbel (Direction générale Statistique - Statistics Belgium) (Registre national)

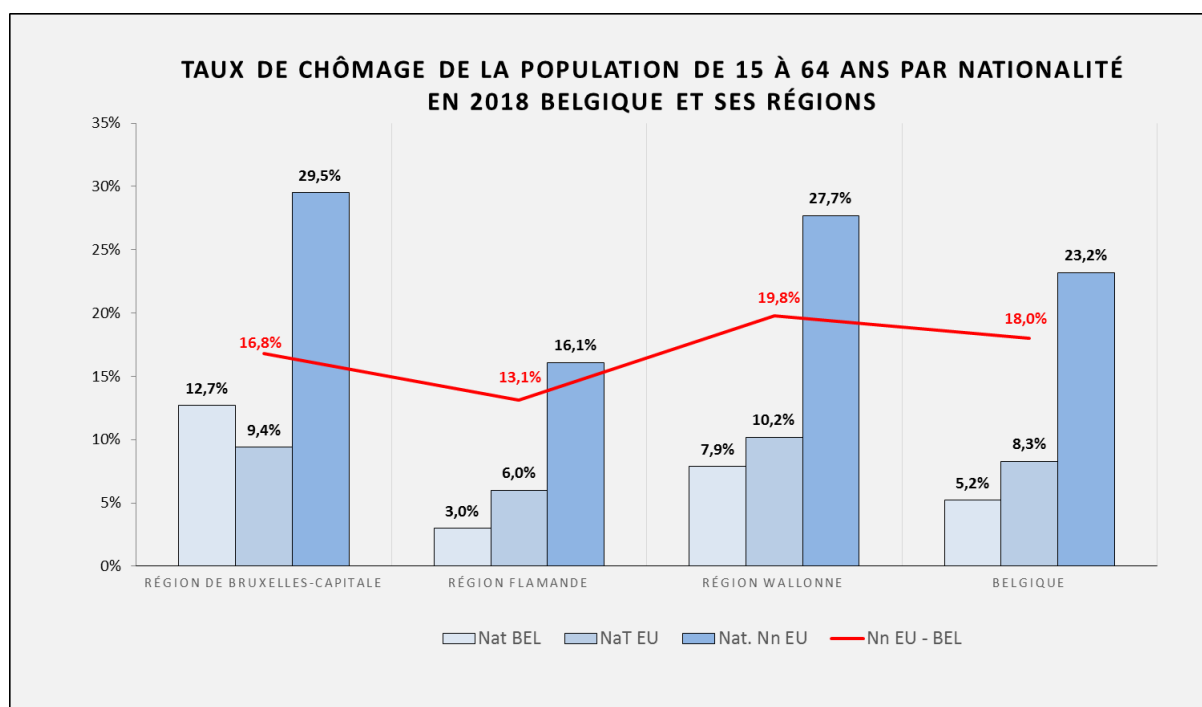
Le graphique de la figure 11 ci-dessus montre la décomposition selon la nationalité des flux d'immigration entrants depuis l'étranger.

La Région bruxelloise est la voie d'entrée principale de l'immigration internationale en Belgique.

Comme l'indique ce graphique, cette immigration est essentiellement d'origine européenne mais elle s'est fortement diversifiée en termes de nationalité au cours de la dernière décennie avec une part croissante des pays d'Europe de l'Est et de l'Afrique subsaharienne.

En termes de répartition entre pays plus favorisés disposant d'un niveau de vie plus élevé et pays moins favorisés connaissant plus de difficultés sur le marché du travail, on peut considérer que 47% de l'immigration internationale en Région bruxelloise est issue de pays favorisés dont 43,6% de pays de l'Union européenne (UE 15) et 3,4% de pays d'Amérique du Nord (Reste de l'OCDE) contre 53% issue de pays défavorisés dont la moitié (26%) est issue des nouveaux pays de l'Europe de l'Est et le reste (27%), de pays dont la plupart sont en voie de développement (3,2% non UE + 1,3% Turquie + 10,5% Afrique + 2,9% Amérique latine + 9,1% d'autres pays).

Figure 12 Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans par nationalité

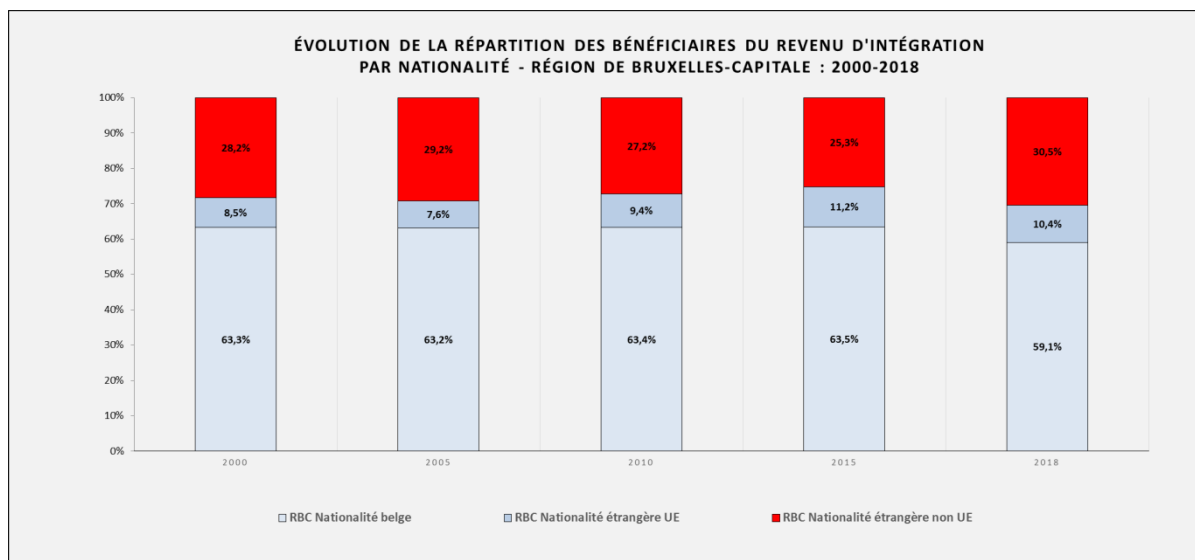


Source : Statbel (Direction générale Statistique - Statistics Belgium) Enquête sur les forces de travail (EFT)

Comme le montre le graphique de la figure 12 ci-dessus, les populations d'origine étrangère non européennes sont surreprésentées dans les chiffres du chômage dans les trois Régions mais particulièrement en Région de Bruxelles-Capitale où l'écart par rapport au taux de chômage de la population de nationalité belge s'élève à 16,8 point de %. Cet écart s'élève à 19,8 points de % en Région wallonne où il est le plus élevé et à 13,1 points de % en Région flamande où il est le plus faible.

Comme le graphique précédent, le graphique de la figure 13 ci-après montre que les populations d'origine étrangère non européennes sont surreprésentées dans les chiffres des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale en Région bruxelloise par rapport à l'ensemble des personnes d'origine étrangère bénéficiant de ce statut et que cet surreprésentation s'accroît durant la période considérée (2,2 point de % entre 2000 et 2018 contre 1,9 point de % pour les populations d'origine étrangère européennes et un recul de -4,2 point de % pour les populations d'origine belge).

Figure 13 Évolution de la répartition des bénéficiaires du revenu d'intégration par nationalité en Région bruxelloise



Source : Statbel SPF Intégration sociale et calculs d'auteur

En l'absence de statistiques sur le revenu des populations composant l'immigration internationale, nous disposons cependant de sérieuses indications relatives au niveau de vie peu élevé de la majorité d'entre elles et de leur non appartenance à la classe moyenne de base ou à la classe moyenne supérieure au moment de leur arrivée.

Les migrations en provenance de l'Union européenne (UE 15) ou d'Amérique du Nord concernent vraisemblablement des personnes à revenus plus élevés mais elles ne représentent que 47% des migrations entrantes en 2019 auxquelles il convient cependant d'ajouter les ressortissants de nouveaux pays européens de l'Est qui travaillent pour les institutions européennes ainsi que les ressortissants d'autres pays plus favorisés issus d'autres régions du monde (dont notamment le Japon).

6.5.b Les caractéristiques de revenu des ménages sortants

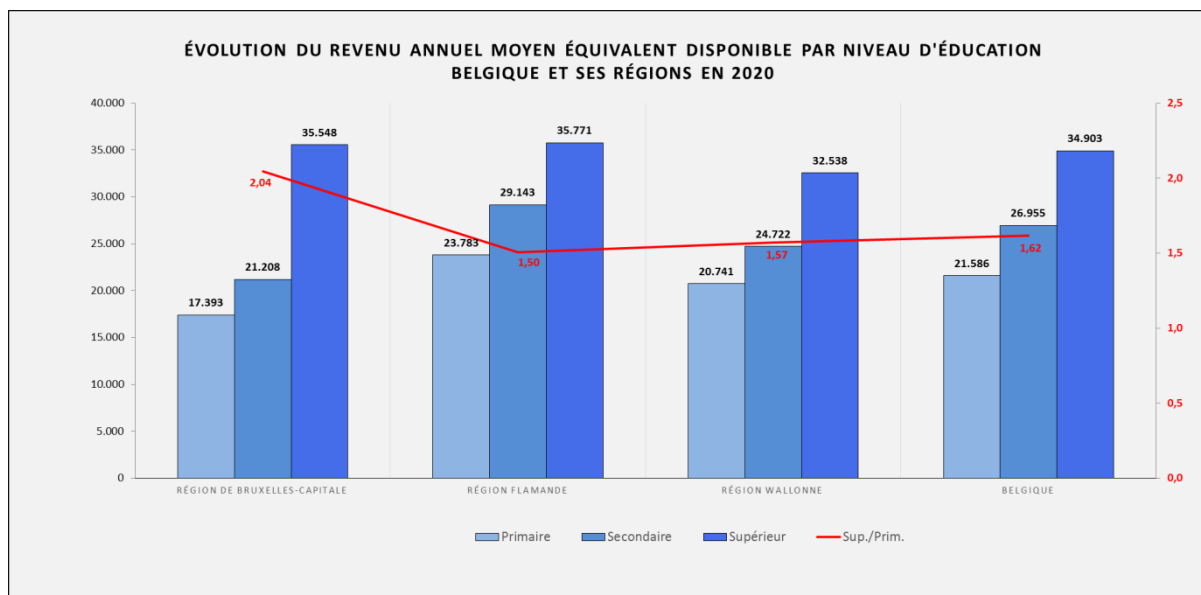
Plusieurs études démographiques existantes dont celle de Willaert D. et al. (2010) concernant la périphérie flamande de la Capitale effectuées à partir du croisement de données du recensement et de données du registre national et dont il ressort que les ménages quittant la Région bruxelloise pour la périphérie flamande sont principalement des ménages comptant deux revenus du travail et appartenant à la classe des ménages à revenus moyens ou supérieurs.

L'étude de Hermia J.P. et al. (2007) concernant le Brabant wallon effectuée sur base d'une enquête auprès de 350 ménages fait ressortir que les ménages quittant la Région bruxelloise pour le Brabant wallon représentent une grande proportion des ménages à haut niveau d'éducation, appartenant également à la classe des ménages à revenus moyens ou supérieurs et dont les revenus sont plus élevés que la moyenne nationale.

La figure 14 ci-après permet de mettre en évidence le lien entre le niveau d'éducation et le revenu des ménages concernés.

Cette figure indique en effet que les revenus des ménages dont le chef de ménage a un diplôme d'études supérieur sont plus élevés que la moyenne nationale et que l'écart de revenus entre diplôme supérieur et primaire du chef de ménage est pratiquement double en Région bruxelloise (2,04) où il est le plus important contre 1,6 en Région wallonne et 1,5 en Région flamande où cet écart est le plus faible.

Figure 14 Revenu annuel moyen équivalent disponible par niveau d'éducation

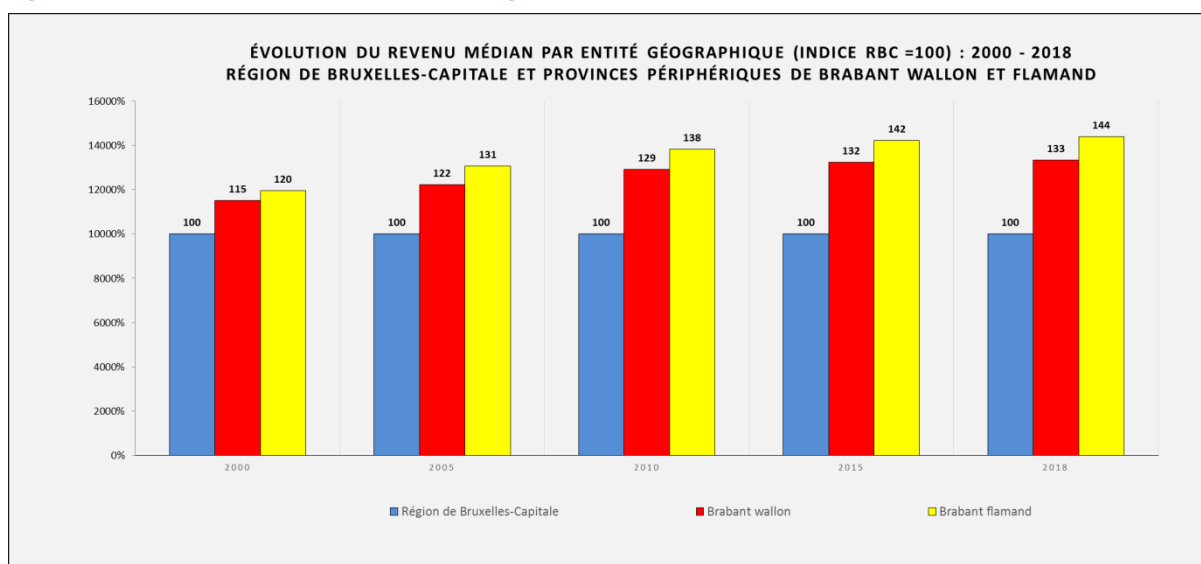


Source : Enquête SILC 2020

Il ressort des études démographiques précédentes que la Région bruxelloise se vide progressivement d'habitants aux revenus supérieurs à la moyenne nationale au profit de populations aux revenus inférieurs à cette moyenne et cet exode urbain se marque particulièrement par rapport à ses provinces périphériques des Brabant wallon et flamand comme en témoigne le graphique de la figure 15 ci-après.

Ce graphique indique clairement que le résultat de ces flux migratoires différenciés selon les revenus entre la Région bruxelloise et ses provinces périphériques des Brabant wallon et flamand conduit à un écart grandissant en fonction du temps au détriment de cette Région entre son revenu médian et celui de ses provinces périphériques (+18 points d'indice pour le Brabant wallon et +24 points d'indice pour le Brabant flamand entre 2000 et 2018).

Figure 15 Évolution du revenu médian : Région bruxelloise et provinces périphériques



Source : SPF Économie – DGSIE revenus fiscaux - Calculs d'auteur

6.6 - Synthèse des causes possibles de la diminution de la classe moyenne

Les principales causes possibles de la diminution de la taille de la classe moyenne peuvent être synthétisées de la manière suivante.

- L'impact de l'évolution de la structure de l'économie bruxelloise et de la politique socio-fiscale n'a pas pu être déterminé de manière précise et n'a en conséquence pas pu être quantifié, mais les indications en notre possession permettent d'affirmer que si des impacts significatifs avaient pu être mis en évidence, ceux-ci auraient vraisemblablement eu une influence à la baisse sur la taille de la classe moyenne bruxelloise.
- L'évolution des types de ménages et de la pyramide des âges n'ont pas permis davantage de mettre en évidence des influences significatives sur l'évolution défavorable de la taille de la classe moyenne bruxelloise.
- Même en l'absence d'éléments statistiques probants en vue de déterminer l'influence des flux migratoires, ceux-ci apparaissent néanmoins comme la cause la plus probable de l'évolution de la distribution des revenus en Région bruxelloise et partant sur la taille de sa classe moyenne.

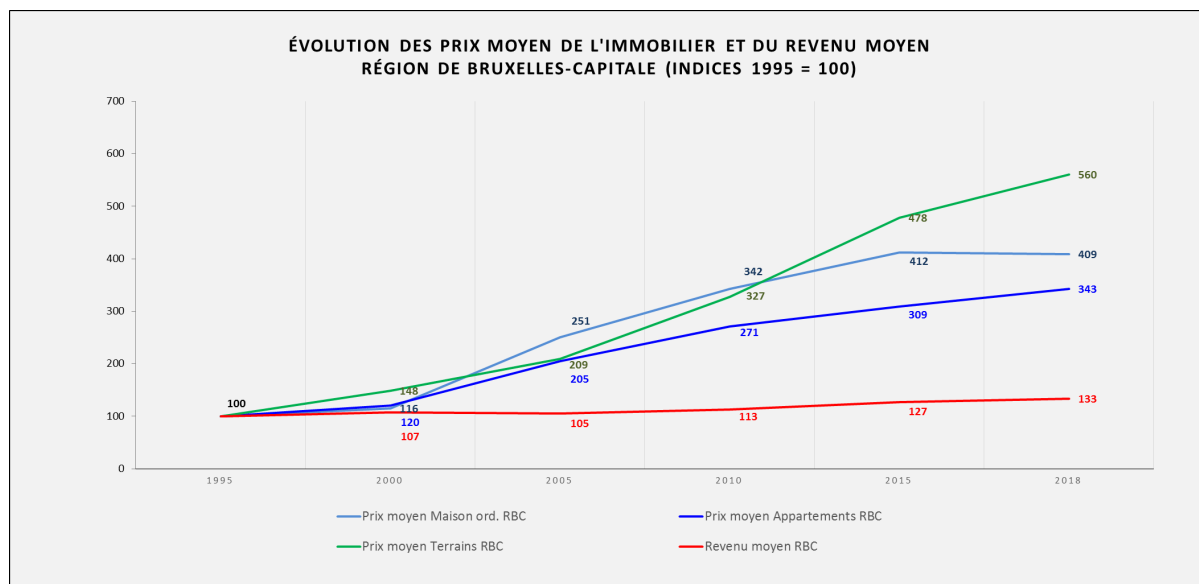
7. Mesures d'attraction et de maintien de la classe moyenne bruxelloise

Les pouvoirs publics bruxellois ont mis en place dans le cadre de certaines politiques toute une série de mesures ayant pour but de maintenir la classe moyenne à Bruxelles.

Celles-ci concernent essentiellement les logements car les prix de vente de l'immobilier ainsi que les loyers ont augmenté plus rapidement que l'indice sur lequel sont indexés les revenus des ménages comme en témoigne le graphique de la figure 16 ci-dessous.

Ce graphique met clairement en évidence l'absence de parallélisme entre la croissance des prix de vente de tous types de biens immobiliers (maisons, appartements terrains) et l'évolution du revenu moyen des ménages. Entre 1995 et 2018, les prix de vente moyens des biens immobiliers ont pratiquement quadruplé sur la période (x3,8) alors que le revenu moyen des ménages n'a augmenté que d'un tiers (33,4%).

Figure 16 Évolution des prix de vente moyens de l'immobilier et du revenu moyen en Région bruxelloise



Source : SPF Économie – DGSIE - Calculs d'auteur

7.1 Les mesures d'attraction

Les mesures prises en termes de logement par les autorités bruxelloises peuvent être réparties en trois groupes distincts :

1. La production de nouveaux logements et équipements urbains, où l'on retrouve à travers différents canaux les mesures suivantes :

- a) Les contrats de quartier et les contrats de quartier durables (programmes de revitalisation initiés par la Région bruxelloise, menés dans différents quartiers fragilisés en partenariat avec les communes).
- b) Le Fonds du Logement (octroi des crédits hypothécaires, construction et rénovation de logements vendu par la suite).
- c) La Société de Développement pour la Région bruxelloise (SDRB) (production de logements pour des ménages à revenus moyens dans des quartiers caractérisés par un déficit en construction résidentielle)
- d) Le « Plan Logement » (production de 5.000 logements sociaux et moyens en partenariat avec différents partenaires publics (SLRB, SDRB, SRIB, SISP, communes etc.).

2. L'aide à l'acquisition/rénovation, où l'on retrouve des mesures qui prennent la forme de réductions d'impôt lors de l'achat d'un premier logement comme des prêts hypothécaires à des taux inférieurs à ceux du marché, des prêts complémentaires pour les jeunes, des crédits performance énergétique, diverses primes à la rénovation, un prêt vert social (isolation).

3. L'aide à la location où l'on retrouve (via les logements sociaux de la Société du Logement de la Région bruxelloise (SLRB), des mesures comme l'allocation de déménagement-installation et Intervention dans le loyer (ADIL), l'allocation loyer, l'aide locative du Fonds du Logement, l'Agence Immobilière Sociale à Bruxelles (AISB) et ou encore les logements communaux à loyers encadrés.

7.2 Adéquation des mesures d'attraction avec les caractéristiques de la classe moyenne

L'adéquation des mesures existantes avec les caractéristiques de la classe moyenne bruxelloise peuvent être analysées en termes de classes de revenus et en termes de contenu ou d'objet de ces mesures.

7.2.a L'adéquation en termes de revenus

L'analyse des mesures d'aide au logement laisse apparaître que celles-ci sont généralement accessibles à la partie inférieure de la classe moyenne, c'est-à-dire les classes de revenus situées en dessous du revenu médian et que la plupart de ces mesures sont également accessibles aux classes de revenus situés au-dessus du revenu médian pour les ménages ayant des personnes à charge.

Certaines mesures sont même accessibles à la classe moyenne supérieure, c'est-à-dire à des ménages dont les revenus dépassent ceux de la classe moyenne de base telle que définie statistiquement c'est-à-dire les revenus compris entre 1,5x et 2x le revenu médian.

7.2.b L'adéquation en termes de contenu

Les mesures d'attraction ou de maintien de la classe moyenne de manière durable en termes de contenu visent de manière privilégiée :

- L'attention portée aux aides au logement

Les difficultés pour se loger selon des standards propres à la classe moyenne apparaissent clairement comme un des principaux moteurs de l'exode urbain.

- L'attention portée aux populations jeunes

Les migrations les plus importantes concernent les ménages dans la trentaine qui sont principalement ciblés par ces mesures qu'il conviendrait peut-être d'étendre à la quarantaine étant donné des formations plus tardives de ménages avec personnes à charge et du constat que les jeunes populations quittent la Région plus tardivement que par le passé.

- L'attention portée à la classe moyenne supérieure

Les aides au logement se partagent entre les aides à l'acquisition et les aides à la location. La classe moyenne supérieure étant principalement intéressée par l'acquisition durable d'un bien, c'est ce type d'aide qu'il convient de privilégier pour ce type de classe moyenne car les ménages locataires sont plus mobiles que les ménages propriétaires selon l'étude de Willaert (2009).

- L'attention portée au type de logement

Même en cas d'aide accrue à l'acquisition, le maintien durable de la classe moyenne supérieure dans le périmètre de la Région ne semble pas garanti car la localisation et le cadre de vie environnant en termes de propreté, de sécurité et de convivialité sont également des facteurs déterminants pour la recherche de logement en vue de d'un établissement permanent.

Dans ce contexte, la Région bruxelloise est en concurrence au niveau des prix et des conditions environnementales des logements avec ses provinces périphériques des Brabant wallon et flamand.

- L'attention portée aux conditions environnementales

Le logement à lui seul n'empêchera pas l'exode urbain des ménages appartenant à la classe moyenne si parallèlement d'autres initiatives ne sont pas prises en termes d'amélioration de la qualité de vie, de l'environnement et de la mobilité (Bernard N., 2006).

En l'absence de mesures dans ce sens, il est à craindre que l'exode urbain vers les provinces périphériques des Brabant wallon et flamand se poursuive au détriment de la Région bruxelloise avec des impacts importants en termes de déficit accru des finances régionales et de la mixité sociale.

8. Conclusion et recommandations

Pour le CEG, le recul de la classe moyenne est un phénomène communément observé dans la plupart des pays occidentaux et particulièrement dans les pays de l'Union européenne.

La Belgique se distingue par une classe moyenne relativement résiliente dans le courant de la dernière décennie liée à une relative stabilité de sa population, une croissance limitée des inégalités et une progression des niveaux de vie.

La classe moyenne belge a cependant été touchée de manière hétérogène par des transformations importantes intervenues dans le marché du travail.

La progression de la part de cadres a été plus marquée pour les classes moyennes aisées, les rapprochant ainsi des classes aisées et la croissance des emplois flexibles, a été plus importante pour les classes moyennes moins aisées, les rapprochant de ce fait des classes plus pauvres. Ces transformations du marché du travail conduisent à une compression sensible de la classe moyenne de base.

Parmi les facteurs influençant la classe moyenne ont été mis en évidence

Les facteurs sociodémographiques dont la tendance croissante des divorces accompagnée d'une augmentation du nombre de familles monoparentales entraînant une décroissance du nombre de ménages à deux revenus ainsi que le rajeunissement de la population entraînant des conditions plus difficiles d'accès à des emplois stables lors des entrées sur le marché du travail.

Les facteurs liés à la structure économique, dont le développement de certaines activités dans le secteur tertiaire faisant appel à de la main d'œuvre plus qualifiée au détriment des activités du secteur secondaire encore fortement doté de travailleurs moins qualifiés, auraient creusé des écarts salariaux importants entre ces différentes catégories de travailleurs.

Les facteurs macroéconomiques tels que les revers de conjoncture contraignent les travailleurs inactifs en période de récession à quitter la classe moyenne pour la classe défavorisée et inversement en période de conjoncture favorable.

L'impact des politiques publiques qui à travers leurs effets redistributifs favorisent le développement de la classe moyenne en période de croissance économique et l'inverse en période de récession.

Les migrations de populations sur de petits territoires ont un impact sensible sur la composition de leur population et de leurs revenus entraînant un redimensionnement de la classe moyenne.

La situation des classes moyennes régionales est plus différenciée et particulièrement en Région bruxelloise où l'érosion de la classe moyenne de base est particulièrement rapide entre 1995 et 2010 (40,3% à 35,6%) ; elle s'est ensuite notablement ralentie durant la dernière décennie entre 2010 et 2018 (35,6% à 34,1%), soit une érosion relative de 15,4% entre 1995 et 2018.

La classe moyenne inférieure a connu une décroissance relative sensible entre 1995 et 2018 (-32,14%) alors que la classe moyenne supérieure a connu une croissance relative importante (+28,6%) pendant la même période.

La classe inférieure de revenu a connu la plus forte croissance relative entre 1995 et 2018 (+65,15%) alors que la classe supérieure de revenu a connu une forte décroissance relative (-20,4%) pendant la même période.

On observe alors une inversion de l'importance relative des classes inférieure et supérieure de revenu ce qui implique un appauvrissement général de la population bruxelloise au cours de cette période.

Toutes les Régions et provinces métropolitaines connaissent un écart croissant entre revenu médian et revenu moyen mais c'est en Région bruxelloise que cet écart est le plus important témoignant de ce fait d'une part grandissante de population paupérisée dans cette Région où la classe moyenne de base a reculé le plus (-6,2%) entre 1995 et 2018 contre -5,3%, en Brabant flamand, -4,7% en Brabant wallon, -4,9% en Région flamande et -3,4% en Région wallonne où elle a reculé le moins.

Plusieurs facteurs ont été mis en évidence en vue de justifier les raisons de la perte d'importance de la classe moyenne bruxelloise ces dernières décennies dont notamment :

Le rôle de l'activité économique de la Région où seul le taux de chômage présente une corrélation significative avec l'évolution de taille la classe moyenne de base. L'évolution de la structure économique ne permet cependant pas de mettre en évidence une influence déterminante sur celle-ci.

De même, il est malaisé de conclure que la pyramide des âges ainsi que l'évolution de la composition des ménages aient eu en un effet probant sur la taille de la classe moyenne pendant cette période.

La politique socio- fiscale, de la seule compétence de l'Etat fédéral, est d'autant moins redistributive qu'elle s'adresse à des classes de revenus plus élevés ce qui pourrait également entraîner une réduction de la taille de la classe moyenne mais sans que les effets de cette politique ne puissent pour autant être formellement quantifiés.

Quant à l'influence des flux migratoires, il ressort des études démographiques que la Région bruxelloise se vide progressivement d'habitants aux revenus supérieurs à la moyenne nationale au profit de populations aux revenus inférieurs à cette moyenne. Il en résulte que l'influence des flux migratoires apparaît comme la cause la plus probable de l'évolution de la distribution des revenus et partant de l'évolution de la taille de la classe moyenne de la Région bruxelloise.

8.2 Recommandations

Le CEG entend faire une série de recommandations pouvant être faites pour clôturer cette analyse de la classe moyenne et proposer des mesures pour la maintenir ou l'attirer en Région bruxelloise, mais également pour accroître son importance au moyen d'une ascension sociale des plus défavorisés.

Un tissu étoffé d'une classe moyenne en Région bruxelloise est garant d'une cohésion sociale régulée.

a) Il semble important de continuer à cibler le logement comme mesure importante, mais en distinguant clairement les objectifs.

- Le logement social pour les bas revenus où le locatif peut prendre une part importante (au moyen d'une réduction des plafonds).

- Le logement pour la classe moyenne, où l'accent doit être mis sur l'aide à l'acquisition et où le type de logement doit être adapté aux attentes de ce public en termes d'atouts de qualité privatives accessibles aux habitants de ces logements.

b) Il convient certainement de miser sur les aspects environnementaux autres que le logement, tels que le bruit, la pollution, la congestion, la propreté ou la convivialité qui améliorent notablement les conditions de vie. Ces aspects bénéficient à tous les ménages, quels que soient leurs revenus, et contribuent à maintenir la classe moyenne en milieu urbain.

c) Il convient également d'accroître la présence de la nature en milieu urbain, via les maillages vert et bleu (intérieurs verts d'îlots, jardins potagers collectifs, toitures végétalisées).

d) Il est souhaitable d'accentuer ce qui constitue des avantages indéniables d'une cité urbaine en général, en profitant des économies d'échelle propres aux zones urbaines pour la fourniture de biens et services publics (aménités naturelles, historiques et endogènes).

e) Ces mesures doivent être complétées par une vision dynamique de la classe moyenne car les revenus des Bruxellois ne sont pas figés dans le temps.

- Les jeunes Bruxellois à faibles revenus actuels seront des personnes à revenus moyens voire élevés dans quelques années puisque les revenus ont tendance à augmenter avec l'âge. Il convient de les garder en milieu urbain en ciblant l'offre de biens et services publics sur les besoins des jeunes ménages (crèches, écoles de qualité, lieux et loisirs pour les enfants, espaces publics adaptés).

- L'investissement dans la formation et l'apprentissage des langues nationales pourrait dans ce contexte accroître le nombre de ménages à revenus moyens et diminuer le nombre de ménages à faibles revenus.

f) En termes de politiques publiques à éviter, la Région bruxelloise n'a pas les compétences dans toutes les matières concernées, mais elle pourrait tenter d'influencer les décisions prises aux autres échelons de pouvoir relatives à l'encouragement de la navette domicile-travail en termes de fiscalité sur les modes de transports, investissements routiers ou ferroviaires et aménagement du territoire.

g) Parallèlement aux mesures visant à récompenser le choix du milieu urbain, par une meilleure qualité de vie, la Région bruxelloise peut développer des moyens pour décourager le choix de loger en zone périurbaine tout en travaillant à Bruxelles. Des mesures qui mériteraient d'être étudiées dans ce contexte sont : le péage urbain, la réduction des places de stationnement ou encore les tarifs différenciés entre Bruxellois et non Bruxellois pour certains services publics.

Ce type d'orientation aura toute son importance lors de la mise en service du RER qui, combiné à une réduction des moyens d'accès à la capitale en automobile, pourrait améliorer la qualité de vie et faire revenir les ménages aisés en Région bruxelloise.

h) L'idéal du pavillon individuel périurbain restant une aspiration prédominante, une valorisation de l'image du milieu urbain (au moyen de campagnes de promotion) est une orientation qui semble intéressante en vue d'inverser cette tendance.

En conclusion, pour le CEG, il est utile de garder en tête que des éléments exogènes viendront également modifier l'intensité de l'exode urbain à la baisse ou à la hausse.

- La tendance à l'exode urbain pourrait être réduite par la hausse du coût de l'énergie, la baisse des facilités en termes de voitures de société, la hausse du coût du logement en périphérie suite à la densification de ce territoire.

- La tendance à l'exode urbain pourrait par contre être accentuée du fait que les coûts sociaux inhérents à la prise en charge d'une partie grandissante de la population paupérisée seront reportés inévitablement sur les classes moyennes.

9. Références bibliographiques

- Bernard, N. (2006), « Le logement moyen à Bruxelles : enjeux et perspectives », Comptes rendus du Cercle Royal Gaulois, Bruxelles, 2006, <http://www.ffue.org>, page consultée en août 2011.
- Bigot, R. (2008), « Les classes moyennes sous pression », Cahiers de recherche, n°248, Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie, Paris.
- Cassiers, I. (2000), « Que nous est-il arrivé ? Un demi-siècle d'évolution de l'économie belge », direction du volume XXXIX, 1, de Reflets et perspectives de la vie économique, De Boeck Université.
- Cassiers, I. (2005), « De l'Etat providence à l'Etat social actif : quelles mutations sous-jacentes », Regards économiques, n°36.
- Conseil Supérieur des Finances (2010), Les variations de la clé de répartition de la part d'IPP attribuée aux Régions, Avis de la Section « Fiscalité et parafiscalité ».
- Courtioux, P., Erhel, C., Vaughan-Whitehead, D., (2017) « Les classes moyennes en Europe et en France au sortir de la crise », Documents de Travail du Centre d'Economie de la Sorbonne N° 29, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Juin 2017.
- Dallinger, U., (2011) « The Endangered Middle Class? A Comparative Analysis of the Role Public Redistribution Plays », Luxembourg Income Study (LIS), June 2011.
- Defeyt Ph. (2010), « Evolution de l'inégalité de revenus avant et après impôts en Belgique : un commentaire critique des résultats publiés par l'INS », Institut pour un Développement durable, mai 2010.
- Defeyt Ph. (2009), « Le bleus de la classe moyenne : Statistiques et perceptions », www.etopia.be.
- Derndorfer, J., Kranzinger, S. (2018), « The Decline of the Middle Class. New Evidence for Europe », Research Institute Economics of Inequality, Vienna University of Economics and Business, Austria
- Dubois, O. (2005), « Le rôle des politiques publiques dans l'éclatement urbain : l'exemple de la Belgique », Développement durable et territoires, Dossier 4 : La ville et l'enjeu du Développement Durable, en ligne.
- Hermia J.-P., Treutens P.-Ph., (2021) « Évolution récente des revenus dans les quartiers bruxellois », Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA), Focus n° 41, Mars 2021.
- Hermia J.-P., Bahri A., Eggerickx T. et Sanderson J.-P. (2007), « Migrations et stratégies résidentielles de citoyens en milieu périurbain : attentes et perceptions des migrants », Territoire(s) Wallon(s), n°1, Conférence Permanente du Développement Territorial
- International Labour office (ILO), «Europe's disappearing middle class? evidence from the world of work (2011)
- Institut bruxellois de statistique et d'analyse (2010), Baromètre conjoncturel de la Région de Bruxelles-Capitale - Dossier La pauvreté à Bruxelles : constats et évolutions.
- Janssens R. (2007), Nederlandstalige verhuizers van en naar Brussel. Een wetenschappelijk onderzoek naar de verhuisbewegingen van de Nederlandstalige bevolkingsgroep in en uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Brio.
- Lord, S. et al. (2011), « The impact of Migration on Spatial Dualisation in the Metropolitan Areas of Two European Capitals (Luxembourg and Brussels) », Présentation à la Chaire Quételet, Université Catholique de Louvain, Novembre 2011.
- Observatoire de l'habitat de la Région de Bruxelles-Capitale (2011), Observatoire des loyers – Enquête 2010, SLRB, Bruxelles.
- OCDE (2019), Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2b47d7a4-fr>.
- Pessman, S. (2009), « Public Policies and the Middle Class throughout the World in the Mid 2000s », Luxembourg Income Study Working Paper Series, Working Paper n°517, July 2009.

- Pressman S. (2006), « The decline of the middle class an international perspective » Luxemburg income (LIS) Study Working Paper Series, Working Paper n° 280, October 2001, rev. March 2006.
- Romainville, A. (2010), « A qui profitent les politiques d'aide à l'acquisition de logements à Bruxelles ? », Brussels Studies n°34, janvier 2010.
- Siegel, F. (2011), « Who Lost the Middle Class ? », City Journal, 11 August 2011.
- Smith, A. (2011), « We are losing the middle class », Investopedia, www.investopedia.com, page consultée en août 2011.
- Taymans, M., van droogenbroeck, N. et Verdonck, M. (2009), « Étude comparative des communes flamandes, wallonnes et bruxelloises du point de vue institutionnel et financier – Cas de Bruxelles, Anvers, Gand, Charleroi et Liège, pour le compte du ministère de la Région bruxelloise.
- Treutens P-Ph., (2016) « La statistique fiscale des revenus, une source de données adéquate pour mesurer le niveau de vie des Bruxellois ? » Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA), Focus n° 14, Février 2016.
- Vaughan-Whitehead D., « Europe's Disappearing Middle Class? Evidence from the World of Work », Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK • Northampton, MA, USA, International Labour Office, Geneva, Switzerland
- Vandermotten, C. et al (2007), « Objectivation des différences et importance comme critère de localisation ». Baromètre conjoncturel de la Région de Bruxelles-Capitale - Dossier Fiscalité locale et régionale frappant les ménages.
- Verdonck M, M., Taymans, N. Van Droogenbroeck, (2012), « Évolutions, caractéristiques et attentes de la classe moyenne bruxelloise », Cahiers de l'IBSA N°3, Institut bruxellois d'analyse et de Statistique, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, décembre 2012 & Facultés St. Louis.
- Willaert, D. (2010), « De recente internationalisering van het Brussels gewest en de Vlaamse Rand », Interface Demography Working Paper, n°2010-2, Vrije Universiteit Brussel.
- Willaert, D. (2009), « Verhuisbewegingen vanuit en naar de Vlaamse Rand rond Brussel », Interface Demography Working Paper, n° 2009-5, Vrije Universiteit Brussel.

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Évolution de la classe moyenne en Région de Bruxelles-Capitale

Comparaisons avec les provinces périphériques, les autres régions, la Belgique et les principaux pays de l'Union Européenne

Liste des tableaux

Tableau 1 Analyse de l'incidence de la pyramide des âges sur la taille de la classe moyenne	18
Tableau 2 Analyse de l'incidence de la pyramide des âges sur la taille de la classe moyenne	19
Tableau 3 Indicateur d'inégalité de revenu avant et après l'imposition – Coefficient de Gini	20

Liste des figures

Figure 1 Revenu Total Net Imposable des ménages belges	6
Figure 2.a Taille de la classe moyenne de base de pays de l'union européenne : 2000-2020	8
Figure 2.b Taille de la classe moyenne de base de pays de l'union européenne	

Écarts entre le début, la fin et le total de la période	9
Figure 3 Corrélation entre le niveau des inégalités de revenus et la taille de la classe moyenne, De base au sein de plusieurs de pays de l'union européenne	11
Figure 4 Évolution du rapport entre revenu médian et revenu moyen : Régions de la Belgique	12
Figure 5 Taille des classes de revenus basées sur le revenu net des ménages en RBC de 1995-2018	13
Figure 6 Taille de la classe moyenne de base par entité géographique de la Belgique : 1995-2018	14
Figure 7 Répartition de l'impôt d'Etat Fédéral agrégé par classes de revenus et par Régions 2018	15
Figure 8 Évolution de la taille de la classe moyenne et du taux de chômage en Région bruxelloise	16
Figure 9 Évolution de la taille de la classe moyenne et du taux de chômage en Région bruxelloise	17
Figure 10 Évolution de la part des déclarations individuelles dans le total des déclarations en RBC	19
Figure 11 Migrations internationales entrantes en Région bruxelloise selon la nationalité	21
Figure 12 Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans par nationalité	22
Figure 13 Évolution de la répartition des bénéficiaires du revenu d'intégration par nation RBC	23
Figure 14 Revenu annuel moyen équivalent disponible par niveau d'éducation	24
Figure 15 Évolution du revenu médian : Région de Bruxelles-Capitale et provinces périphériques	24
Figure 16 Évolution des prix de vente moyens de l'immobilier et du revenu moyen en RBC	25